

Vœux de Moutaga Tall à la Presse et aux internautes : Le président du CNID a fait le tour de l'actualité avec la presse malienne

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 27 JANVIER 2022

1025

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Coup d'État au Faso

La CEDEAO annonce un autre sommet extraordinaire



Nouvelle usine de fabrication de Dunhill international : L'infrastructure a coûté 10 milliards FCFA



Journée Internationale des Douanes : Sous le signe des défis numériques



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

26 Janv.
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

926

Nouveaux cas confirmés

37

Nouveaux guéris

87

Nouveaux décès

01

Au cours des dernières 24 H

52 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont
08 cas graves en soins intensifs
3288 suivis à domicile

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

29 895

Guéris

25 584

Décès

710

dont 2601 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.12



P.17



P.31



/ Une /

Coup d'État au Faso : La CEDEAO annonce un autre sommet extraordinaire

P.5

/ Brèves /

Choguel Kokalla Maiga, après la demande de retrait des militaires danois : « Personne ne viendra encore au Mali par procuration »

P.12

MINUSMA : Les casques bleus togolais repoussent une nouvelle attaque au centre du Mali

P.12

Soldat français tué au Mali : Une cérémonie vendredi à Vannes pour honorer le soldat français mort au Mali

P.13

Région de Taoudénit : Des vivres qui arrivent à point nommé

P.13

Pour refonder l'État : Surfer sur l'espoir suscité par les ANR

P.13

/ Actualité /

Communiqué du Conseil des Ministres du mercredi 26 janvier 2022 / CM N°2022-05/SGG

Association des Anciens Militaires, Anciens Combattants, Veuves et Victimes de Guerre :

Le plaidoyer du Général à la retraite Minkoro Kané

P.17

Journée Internationale des Douanes : Sous le signe des défis numériques

P.18

Nouvelle usine de fabrication de Dunhill international : L'infrastructure a coûté 10 milliards FCFA

P.20

INPS : Le DG en toute sérénité

P.21

Produits de premières nécessités : Flambée des prix malgré les mesures

P.22

Décision de la Cour Suprême : Diadié doit quitter le CNPM

P.23

/ Politique /

Vœux de Mountaga Tall à la Presse et aux internautes : Le président du CNID a fait le tour de l'actualité avec la presse malienne

P.25

Transition : Plus de 90 % de la population est favorable à une prolongation de 4 mois à trois ans

P.30

Médiation Mali-CEDEAO : L'UA exhorte les parties à "tenir compte de la situation particulière que traverse le Mali".

P.31

/ Culture & société /

Littérature : Déné Issébéré perpétue le talent littéraire de son père

P.32

/ International /

Burkina Faso : "La Russie veut jouer un rôle discret en Afrique"

P.33

Pénurie de médicaments au Maroc ? Pharmaciens et ministère de la Santé se renvoient la balle

P.35

/ Sport /

CAN 2022 : Égypte-Maroc et Sénégal-Guinée équatoriale complètent les quarts

P.37

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :**



Cameroun 2021

Coupe d'Afrique des Nations de Football



Malikilé

votre quotidien numérique



soutient les Aigles du Mali



Coup d'État au Faso | La CEDEAO annonce un autre sommet extraordinaire

Malikié, votre quotidien numérique l'avait écrit dans sa parution d'avant-hier et la CEDEAO le confirme.

En effet, aux lendemains du coup d'État au Burkina Faso, la CEDEAO annonce un sommet extraordinaire pour les jours à venir. Dès les premières heures, l'organisation ouest-africaine a condamné le putsch mené par le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo DAMIBA et ses camarades.

Pour la majorité des burkinabè, ces réactions ne sont pas surprenantes. Encore moins effrayantes. Aussi, ils mettent d'ores et déjà en garde les chefs d'État de la CEDEAO contre d'éventuelles sanctions impopulaires, contre le Burkina Faso qui risqueraient de susciter d'autres convulsions dans les autres pays. En effet, selon plusieurs observateurs, la participation de Roch Kaboré au dernier sommet d'État des chefs d'État de la CEDEAO - contre l'avis de sa propre population - a contribué à exacerber les colères. Et précipiter sa chute. Lundi 25 dernier, plusieurs manifestants ont envahi les rues de Ouagadougou pour témoigner leur soutien à la junte militaire burkinabè.

A l'occasion, un acteur de la société civile a déclaré ce qui suit : « De tous les quatre côtés du Burkina, nos frères sont morts. On a plus

de famille, on n'a rien encore. On n'a pas besoin de l'aide de quelqu'un ; ça fait sept ans que les familles sont endeuillées ; l'union afri-



caine n'est pas venue, la CEDEAO n'est pas venue, personne n'est venu pour sauver le Burkina Faso dans son malheur ; Ils n'ont rien fait pour nous ils n'ont qu'à laisser le sort du Burkina ». Plus, précisément renchérit un autre, « Ce sont les sanctions que la CEDEAO a pris contre le Mali qui ont amené cette situation » (rapporté par nos confrères d'InfoWakat). Quoi qu'il en soit, au Burkina Faso, le coup d'Etat semble définitivement consommé. Au regard de son impopularité, on imagine mal le rétablissement du pouvoir Kaboré. Également, certains burkinabé affirment clairement ne pas être pressés pour organiser des élections. S'inspirant du modèle malien, ils estiment nécessaire la reconquête des territoires perdus, sans lesquels toute élection ne serait pas suffisamment démocratique.

« La nouvelle ère qui s'ouvre aujourd'hui avec le MRPS, constitue une grande opportunité pour notre pays pour recouvrer la totalité des 274.200 kilomètres carrés de sa superficie pour y ramener pour toujours l'autorité de l'Etat et l'intégrité burkinabé, pour ainsi honorer la mémoire de nos devanciers », a déclaré Yéli Monique KAM, présidente du Mouvement pour la Renaissance du Burkina (MRB) et ex candidate à la présidentielle.



Pour l'heure, les activités académiques sont suspendues, les écoles fermées, jusqu'à nouvel ordre. La connexion mobile et le réseau social Facebook sont rétablis. Un soulagement pour les opérateurs économiques en particulier.

Selon nos confrères de la Radio Oméga, le dernier gouvernement de Roch Marc Christian Kaboré a été convoqué au camp Baba Sy, mercredi. Affaire à suivre !

■ Malik WOGO



■ Awa Sylla



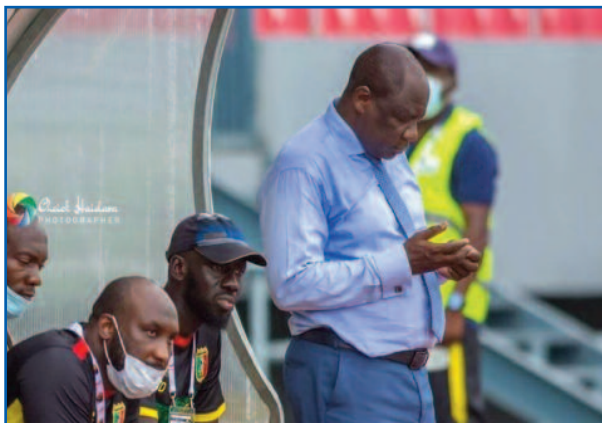
Les Dieux du stade n'ont pas été avec vous ce soir.

Mais, tu restes pour nous le meilleur.

Alors reviens avec tes fils et je serais là pour vous accueillir et vous remonter le moral pour que le drapeau mali flotte au Qatar en décembre 2022 Inchallah.

Qu'Allah bénisse ton groupe.

Merci pour le mali Coach.



■ Fier d'être Malien.



Burkina : Coup d'Etat au Burkina Faso : le patron des forces russes salue une « nouvelle ère de décolonisation »

Le patron des forces russes, Evgueni Prigojine, réputé proche de Vladimir Poutine et homme des basses œuvres de Moscou en Afrique, s'est félicité du coup d'Etat à Ouagadougou.

Le Patron des forces spéciales Russes, Evgueni, a salué mardi 25 janvier le putsch au Burkina Faso comme le signe d'une « nouvelle ère de décolonisation » en Afrique.

« Tous ces soi-disant coups d'Etat sont dus au fait que l'Occident essaie de gouverner les Etats et de supprimer leurs priorités nationales, d'imposer des valeurs étrangères aux Africains, parfois en se moquant clairement d'eux », a déclaré M. Prigojine dans un commentaire publié sur le réseau social russe VK par sa société, Concord. Evgueni Prigojine, l'homme des basses œuvres de Moscou en Afrique

« Il n'est pas surprenant que de nombreux Etats africains cherchent à se libérer. Cela se produit parce que l'Occident essaie de maintenir la population de ces pays dans un état semi-animal », a encore assuré le patron des forces spéciales russes.

Saluant le putsch des militaires au Burkina Faso, M. Prigojine a estimé qu'un « nouveau mouvement de libération » a actuellement lieu en Afrique, ainsi qu'une « nouvelle ère de décolonisation ».

Les hommes forts de Moscou à l'étranger

Mardi, Alexandre Ivanov, connu pour être l'un des représentants des

« instructeurs » russes en Centrafrique, a lui aussi loué dans un communiqué publié sur Twitter les putschistes de Ouagadougou, estimant que la France n'avait obtenu « aucun succès » dans la lutte antiterroriste dans la région.

Il s'est dit prêt à « partager l'expérience » des « instructeurs » russes en Centrafrique pour la formation de l'armée du Burkina Faso si les autorités en faisaient la demande.

Lundi, le ministère russe des affaires étrangères s'était dit « préoccupé par la complication considérable de la situation politique interne » au Burkina Faso, disant « espérer une stabilisation rapide » du pays.

#Source : Lemonde.

Le Monde Afrique



Coup d'Etat au Burkina

FASO : Le patron des forces spéciales

russes 🇷🇺 salue une

« nouvelle ère de décolonisation »



URGENT

THOMAS SANKARA
AN AFRICAN REVOLUTIONARY
1949-1987



■ Radio Guintan



Fatama: les FAMAS reprennent la situation en main.

Ce jour 26 janvier 2022 vers 17h mopti Mopti, Fatoma village ont entrepris des opérations militaires FAMa.

Les FAMa ont procédé à l'arrestation de plusieurs présumés radicaux qui avaient infiltré le village.

D'autres présumés radicaux ont été interpellés dans le village de Sa-reboulo situé à 2km au nord est de Fatoma.

#Mali_Russie •



Le Gouvernement du Mali a amorcé le 21 janvier 2022, une négociation avec son partenaire traditionnel Russe, l'acquisition de 100 à 250 missiles intelligents. Kakibr 3M-14E, la version 3M54TE-3M54KE. La portée du missile de croisière est de 300 à 2500 km maximum. Sa mission est pour les cibles terrestre. La variante destiné au Mali pourrait être tirée à partir de lanceursterrestres. La version exportation a été présenté aux autorités Maliennes.

Cela fait suite à la commande de 2 MiG 29 Russes par le Ministre de la défense et des Anciens Combattants Sadio Camara sur accord du Président Assimi GOÏTA et dont les livraisons sont prévues fin Mars. Déjà la formation des pilotes maliens de ces nouveaux appareils sont en cours. Avec la nouvelle transition, les autorités militaires maliennes souhaitent redonner au Mali sa place d'antan parmi les leaders des armées africaines et mieux faire du Mali un pays respecté militairement. Pour que vive le Mali.

Source : FAMAS



■ Daba Diallo



Il a voulu te nuire, pourtant tu as averti les Maliens. Tu as précisé que nous avons du potentiel dans cette équipe mais que les petits jeux inappropriés pourront coûter à cette belle génération. Merci YB20



■ Casimir Sangala



Deuil footballistique

afroblackstreet
@AfroblackStreet

Nous camerounais devrions avoir honte d'aller aujourd'hui au stade pour assister à ce match Cameroun 🇨🇲 vs Comores 🇸🇨 .le football n'est qu'un sport pourquoi faire subir une telle injustice à cette jeune équipe enthousiaste et dévouée .Ce match devrait être reporté tout simplemt

14:43 · 24 janv. 22 · Twitter for iPhone

146 Retweets 18 Tweets cités 221 J'aime

■ Samprin Bob



26 janvier 2020 #Date catastrophe pour moi de l'attaque du camps de la gendarmerie de sokolo par les cafres de terroristes venus de la forêt de wagadou. 3 février 2020 #date fatidique du décès de mon frère de lait ,l'enfant le plus aimé et le plus sage de ma fratrie sous mes yeux et dans mes mains à l'hôpital de Segou , le benjamin de lait ,date plus que jamais mémorable dans ma vie d'humain.

Benj issiaka koumaré c'est seule la foi en dieu qui me permet de remonter ces dates anniversaires.

À toi et à tes compagnons : Dormez en paix dans le paradis éternel, le peuple malien vous sera toujours reconnaissant de votre sacrifice. Vous vous êtes battu comme des beaux diables sans jamais reculer d'un cm devant ces cafres avec honneur dignité et honneur sous les ordres du capitaine Sangaré qui a préféré la mort au recul sur le champ d'honneur et de la dignité.

LA LISTE DE L'ATTAQUE DU CAMP DE LA GENDARMERIE DE SOKOLO

Il s'agit de

Cne Harouna Sangaré ,
Adj Amadou Fadiga,
MDL/chef Amidou Diarra,
Adj Amara Ouattara,
Adj chef Diokoro Samake,
Adj Yacouba Sidibe,
Adj Mamadou Doumbia,
Adj chef Hamet Coulibaly,
Mdl chef chaka Traore,
Mdl chef sory Sidibe,
Adj Abdoulaye Traoré,
Mdl chef Matiassa Dao,
Mdl Modibo M Diarra,
Adj Mamadou Sangare,
Adj Bourama Camara,
Adj Yaya N Coulibaly,
Adj chef Abdoulaye Ballo,
Mdl Ousmane sangaré,
Mdl chef oumar Nimaga,
ET Mdl chef Mamourou Diallo.

Sltm Idrissa Dao, Adj chef Tourou kanoute, Adj chef yaya Bagayoko, Adj Mamadou Dia, Mdl chef Ichaka koumare.



■ Mali Actu



l'armée malienne sans faute nous communique régulièrement sur ses succès contre les groupes armés : elle a confirmé l'élimination du numéro 2 de la Katiba M l'armée malienne sans faute nous communique régulièrement sur ses succès contre les groupes armés : elle a confirmé l'élimination du numéro 2 de la Katiba Macina, Ousmane Sidibé dit « Bobala », dimanche (16.01.2022), suite à des frappes aériennes dans les zones de Mopti et de Ségou, dans le centre du pays. Elle a annoncé la destruction, le lendemain (17.01.2022) d'une base logistique des terroristes dans la forêt de Mizonso, vers la frontière entre le Mali et le Burkina Faso. Deux jours plutôt, c'était deux autres bases qui avaient été détruites dans le secteur de Diabaly, dans le centre du Mali, avec l'élimination de 9 terroristes présumés et la saisie d'une quantité importante d'équipements militaires et de téléphones portables.



■ Horon-Tv



Me Mountaga Tall, président du Congrès National d'Initiative Démocratique, Cnid, « Faso Yiriwa Ton » a présenté, comme à l'accoutumée, ses vœux 2022 à la presse, mercredi 26 janvier 2022, au Conseil National du Patronat du Mali (CNPM) de Bamako.

C'était en présence des présidents des organisations faitières de la presse et de plusieurs militants du parti.

Nous y reviendrons pour plus de détails...

#HoronTV #Mali



Cnid : 23ème édition de la présentation de vœux
Face à la presse pour sa traditionnelle présentation annuelle des vœux, le patron du Congrès National d'Initiative Démocratique, Cnid, « Faso Yiriwa Ton » a rappelé le rôle des autorités à protéger la presse dans toutes ses composantes.

C'était en présence des présidents des Organisations faitières notamment, Bandiougou Danté de la Maison de la presse, Bassidiki Touré de l'ASEP, Modibo Fofana de l'APPEL Mali, Malick Konaté de l'AMPS-WA entres autres.

Tenue au Conseil National du Patronat du Mali, en raison des travaux de réhabilitation de la Maison de la Presse, l'activité a vu les interventions des faitières de la presse, qui n'ont pas manqué de reconnaître la considération de Me Mountaga Tall à la presse.

Les responsables des organisations faitières ont aussi fait savoir que l'année 2021 a été une année très endeuillée pour le Mali surtout pour la presse malienne caractérisée par la disparition des confrères et consœurs de renommée. Elle a également été une année de prise de conscience afin d'une politique de refondation du paysage médiatique malien.

Suivons...<https://horontv.ml/cnid-23eme-edition-de-la-presentation.../>
#HoronTV #Mali

■ Abdoul MBAYE



La crédibilité de la CEDEAO repose désormais sur sa capacité à réfléchir sur les causes des coups d'état se succédant plutôt qu'à réduire progressivement et systématiquement son périmètre de compétence par des sanctions et exclusions.

Les signaux de la corruption au Sénégal reflétés par l'IPC toujours rouges et s'aggravant. Avec l'IPC, la CEDEAO dispose d'un des indicateurs pour apprécier les risques institutionnels dans un pays membre.

■ Dr Djamila Ferdjani



La santé mentale est primordiale. Fais de ta paix intérieure une priorité. Ne laisse pas le stress de la vie piétiner ta vie. Se sentir heureux malgré tout est un choix et non une conséquence. Ton bonheur ne viendra pas vers toi. Il ne peut venir que de toi.

■ Larmes des pauvres



Peut-on lutter contre l'impunité au #Mali tout en ignorant les auteurs du double massacres d'#Ogossogou dans lesquels plus de deux-cent quarante (240) civils ont été tués?

@ChoguelKMaiga

@CorinneDufka
@KondoMoussa1
@amnestymali
@aliounetine16

■ Serge Daniel



#Mali -Je publiais hier ici le communiqué du gouvernement malien demandant aux troupes Danois au sein de la Force Takuba de quitter le <http://pays.Ci> dessous la réponse (Première partie) de la Force Takuba

Nous, partenaires internationaux (...) regrettons profondément la déclaration des autorités maliennes de transition, en date du 24 janvier, alléguant que le déploiement du contingent danois dans la Task Force Takuba est intervenu sans base légale et sans le consentement du gouvernement malien, et exigeant dès lors son retrait du territoire de la République du Mali

La contribution du Danemark à la lutte contre le terrorisme au Mali est déterminante et indispensable dans la région.

Nous rappelons que tous les partenaires de laTask Force Takuba conduisent leur action conformément au cadre juridique solide qui a été agréé avec le gouvernement souverain du Mali, comprenant notamment une invitation formelle adressée par les autorités maliennes aux partenaires internationaux. Ils agissent en stricte conformité avec le droit international et national, dans le cadre du soutien qu'ils



DIONA DIONA
PHOENIX
Pour un nouveau souffle de vie



SERVICE DE NETTOYAGE

(PROFESSIONNEL, FIABLE, EFFICACE)

Résidentiel & Commercial

Nos services

- ✓ Nettoyage basique (Balai, Serpillière)
- ✓ Nettoyage du sol en profondeur (Carreaux et joints de carreaux avec mono-brosse)
- ✓ Nettoyage en profondeur de l'établissement (Dessus et dessous de meubles, Plafonds, Ventilateurs, Vitres, Miroirs, Portes et fenêtres)
- ✓ Nettoyage et protection des meubles en cuir
- ✓ Lavage de tapis (Sur place et séchage en 6 heures maximum)
- ✓ Lavage de Meuble en tissus, en velours et en faux cuir (Fauteuils, Canapés et chaises)
- ✓ Lavage en profondeur des dalles externes

-25%
DE RÉDUCTION
SUR LE 1ER SERVICE RENDU

CONTACTS:

+223 76 39 51 50 - 76 39 73 65

Choguel Kokalla Maïga, après la demande de retrait des militaires danois : « Personne ne viendra encore au Mali par procuration »



Après avoir demandé le retrait des militaires danois du sol malien, Choguel Kokalla Maïga s'est fendu : « personne ne viendra au Mali par procuration ».

Le gouvernement de la Transition dirigé par Dr Choguel Kokalla Maïga ne veut plus aucun étranger, y compris les militaires, sans leur autorisation. Raison pour laquelle, le porte-parole du gouvernement, le Colonel Abdoulaye Maïga, ministre de l'Administration Territoriale, a demandé le retrait des militaires danois du territoire malien. " Nous avons dit aux Danois, si vous voulez venir au Mali, vous devez chercher l'accord des autorités maliennes", a-t-il affirmé hier à la primature après une audience accordée au Président de la Commission de l'Union Africaine, Moussa Faki Mahamat.

Il ajoute que les autorités de la Transition malienne, sous le leadership du Président de la Transition, Assimi Goïta, n'accepteront pas ces genres de pratique au Mali. " Pour venir au Mali, il faut accomplir certaines formalités comme trouver l'accord des Maliens. Le Mali n'est pas comme si on fait ce qu'on veut ", a-t-il informé, avant de poursuivre que ces genres de pratique sont finis tant que les autorités de la Transition sont au pouvoir et le Mali ne sera pas un pays où les gens font ce qu'ils veulent. " Si les gens veulent venir au Mali, qu'ils viennent sous l'autorité du Colonel Assimi Goïta sinon le gouvernement va dire plier le bagage", a-t-il affirmé avec confiance.

Toujours selon le chef du gouvernement de la Transition, le Mali est un pays souverain et indépendant, donc, continue-t-il, les autres doivent demander la consigne des autorités du Mali avant de faire quelque chose sur le territoire. " Les organisations internationales doivent nous respecter, vu qu'il y a un accord entre nous ", a signalé le chef du gouvernement.

MINUSMA : Les casques bleus togolais repoussent une nouvelle attaque au centre du Mali

Un contingent des casques bleus togolais de la MINUSMA a repoussé une nouvelle attaque terroriste au centre du Mali. Le communiqué de la présidence togolaise indique que plusieurs assaillants ont été tués par les soldats de la paix.

Un convoi de casques bleus togolais déployés au sein de la Mission multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA), a été visé lundi par une attaque à l'engin explosif improvisé, à une trentaine de km de Sévaré (centre du pays), informe un communiqué des autorités togolaises.

« Les soldats de la paix togolais ont riposté, dans le cadre du mandat de la Mission et de leurs règles d'engagement, neutralisant l'un des assaillants et déjouant l'attaque », renseigne le document.

Cette nouvelle attaque intervient quelques semaines après celle qui a coûté la vie à 7 togolais et blessé 3 autres dans la même zone. Un acte fermement condamné par la communauté internationale. En effet, 7 casques bleus togolais, déployés au sein de la Mission multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA) ont été tués mercredi 8 décembre 2021 dans le centre du pays. Leur convoi logistique, qui effectuait un déplacement dans la région de Bandiagara, a heurté un engin explosif improvisé entre Douentza et Sévaré (Route Nationale 16), a expliqué la Mission.

Source: beninwebtv



Selon lui, si cette transition est affaiblie, les autres pays auront aussi des conséquences. De ce fait, la meilleure solution est de trouver une voie de sortie de cette crise entre le Mali et la CEDEAO.

Le Premier ministre de la Transition a profité de cette sortie pour affirmer que les autorités de la Transition n'ont pas chassé l'avion allemand. " L'avion allemand est venu sans aucune formalité et avant que les formalités ne se remplissent, les pilotes sont rentrés", a-t-il éclairci. Il a ajouté que cela est mal interprété. " J'ai demandé une audience avec l'ambassadeur de l'Allemagne au Mali pour expliquer la situation au diplomate allemand", a-t-il dit.

D SANOGO / Source : LE COMBAT

Soldat français tué au Mali : Une cérémonie vendredi à Vannes pour honorer le soldat français mort au Mali



Une cérémonie aura lieu vendredi à la Garenne, à Vannes, pour honorer la mémoire d'Alexandre Martin, le soldat français tué au Mali. À l'initiative de l'ASAF (Association de Soutien à l'Armée française), pour honorer le brigadier Alexandre Martin, 53^e militaire français tué au Mali, dans le cadre de « l'opération Barkhane » au Sahel, une courte cérémonie se déroulera à 11 h 30, le vendredi 28 janvier, au plateau de la Garenne sous la présidence de Monsieur Arnaud Guignier, Directeur de cabinet du Préfet. Autorités civiles et militaires, élus locaux, représentants des Ordres nationaux, du Souvenir français ainsi que les associations d'anciens combattants et leurs drapeaux participeront à cette cérémonie, une gerbe de l'ASAF sera déposée par le Général Bruno Thévenon,

Source: letelegramme

Pour refonder l'État : Surfer sur l'espoir suscité par les ANR



Tournés vers 2022, nous devons nous rappeler que 2021 fut une année difficile pour notre peuple confronté à différents défis exacerbés par des sanctions inappropriées de notre espace communautaire la CEDEAO», a déclaré Pr. Salikou Sanogo en introduisant la cérémonie de présentation de vœux. En effet, l'année 2021 a été difficile et meurtrière. Plusieurs personnes civiles et militaires, maliennes et étrangères, ont perdu la vie au cours de divers incidents armés. Et il n'a pas manqué de s'incliner devant la mémoire des nombreuses victimes civiles et militaires, maliennes, africaines et étrangères qui ont

Région de Taoudénit : Des vivres qui arrivent à point nommé



100 ménages vulnérables des cercles de TAOUDENIT, Al Ourch, BOUJEBEHA, ACHOURAT, ARAOUANE, FOUMLBA, ont reçu ce mercredi 26 janvier 2022 dans le cadre des actions sociales du Chef de l'État, un kit alimentaire composé de 50 Kg de riz, 50 Kg de mil, 25 Kg de sucre et 20 litres d'huile.

La cérémonie de remise des vivres a eu lieu au Gouvernorat de la Région de TAOUDENIT sous la présidence du Colonel Assan Badiou Touré, Conseillère spéciale du Président de la Transition. Les bénéficiaires saluent une action très à propos dans une région où les conditions climatiques sont des plus difficiles.

Source : Présidence de la République du Mali

«perdu la vie en défendant notre souveraineté et l'intégrité de notre territoire»...

Pour le président par intérim du parti de la «Poignée de main», «les dures réalités de l'année 2021 et des précédentes exigent la mise à la disposition de nos forces armées et de sécurité de moyens adéquats afin de les rendre plus fortes, professionnelles, républicaines et capables de défendre et de garantir de manière durable la sécurité et l'intégrité du territoire national», a souligné Pr. Sanogo (Grand Officier de l'Ordre National) en saluant «les efforts colossaux» déjà entrepris par les autorités de la Transition dans ce sens et en les exhortant à les poursuivre.

Et de rappeler que l'année 2021 s'achève sur une note d'espoir à travers les brillantes conclusions issues des Assises nationales de refondation (ANR)... «L'inévitable refondation en cours doit déboucher sur un État fort qui saura unir et protéger la nation, un État qui crée l'espoir. C'est en cela que nous avons inscrit notre combat, pour un Mali uni, paisible et prospère». Il a aussi rappelé leur «attachement indéfectible» à la République, à la démocratie, à l'État de droit, à la justice et à l'égalité citoyenne.

M.B / Source : Le Matin



Qui sommes nous

NSI est une entreprise de commerce général et de prestations de services.
l'entreprise est spécialisée dans l'importation et la distribution des produits pétroliers et dérivés.
Par ailleurs nous opérons dans le domaine des marchés publics notamment les matériels informatiques, les meubles, les équipements etc.
Fiers d'expériences avérées dans le domaine au Mali et à l'international, nous nous efforcerons toujours de vous garantir la qualité et la quantité à des temps records.

NOS VALEURS

Audace
Innovation
Excellence

" ENSEMBLE NOUS IRONS LOIN "



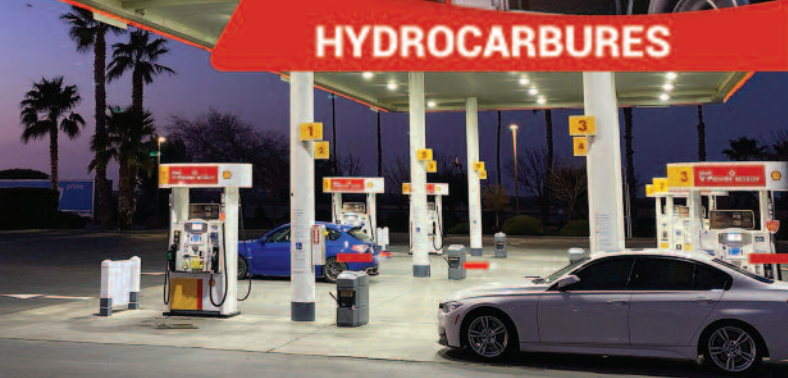
IMPORT EXPORT



TRANSPORT



HYDROCARBURES



MATERIEL INFORMATIQUE



VENTE DE VEHICULE



**Marchés
Publics**

MOBILIER DE BUREAU






Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite
s'étend à tous les agents publics sans exception

Article 2: Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

Article 3: Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



Communiqué du Conseil des Ministres du mercredi 26 janvier 2022 / CM N°2022-05/SGG



COMMUNIQUÉ DU CONSEIL DES MINISTRES DU MALI

Le Conseil des Ministres s'est réuni en session ordinaire, le mercredi 26 janvier 2022, dans sa salle de délibérations au Palais de Koulouba sous la présidence du Colonel Assimi GOITA, Président de la Transition, Chef de l'État.

Après examen des points inscrits à l'ordre du jour, le Conseil a :

- adopté des projets de texte ;
- et entendu des communications.

AU CHAPITRE DES MESURES LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES

1. Sur le rapport du ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux, le Conseil des Ministres a adopté un projet de décret portant nomination de notaire.

Le notaire est un officier public institué pour assurer le service public de la preuve sur toute l'étendue du territoire national.

L'Ordonnance n°2013-027/P-RM du 31 décembre 2013 portant statut des notaires détermine, notamment les conditions d'accès à la profession de notaire.

En application des dispositions de cette ordonnance, Monsieur Modibo DIALLO est nommé en qualité de notaire avec résidence à Kayes, associé de la Société civile professionnelle de Notaires dénommée « SCP OFFICE NOTARIAL YOUSSEUF OUSMANE CISSE ET MO-

DIBO DIALLO ».

2. Sur le rapport du ministre de l'Industrie et du Commerce, le Conseil des Ministres a adopté un projet de décret portant approbation de la Stratégie nationale de développement des exportations du Mali et son Plan d'actions 2022-2025.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique nationale de Développement du Commerce, le Gouvernement a pris acte de la Stratégie nationale de Développement des Exportations du Mali.

Le projet de décret consacre l'adoption formelle de ladite stratégie.

La mise en œuvre des actions préconisées dans le plan d'actions permettra d'offrir des opportunités nouvelles pour le développement des filières à fort potentiel d'exportation et d'accroître la part des exportations des produits maliens transformés sur les marchés régionaux et internationaux.

3. Sur le rapport du ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population, le Conseil des Ministres a adopté un projet de décret autorisant et déclarant d'utilité publique les travaux de construction du tronçon nord de la boucle de 225 kilovolts autour de Bamako et des Postes électriques.

Les travaux de construction du tronçon nord de la boucle de 225 kilovolts autour de Ba-

mako et des Postes électriques empiètent sur des propriétés privées qu'il convient d'exproprier pour cause d'utilité publique, conformément aux dispositions du Code domanial et foncier. Le présent projet de décret est adopté dans ce cadre.

La réalisation desdits travaux contribuera, entre autres, à l'amélioration de l'alimentation électrique de la ville de Bamako et à l'augmentation de la capacité de transit et de distribution de l'énergie en provenance des différentes interconnexions et centrale de production situées en dehors de la ville de Bamako.

AU CHAPITRE DES COMMUNICATIONS

Le ministre de la Santé et du Développement social a informé le Conseil des Ministres de l'évolution de la maladie à Coronavirus marquée par une diminution du nombre de cas testés positifs par rapport à la semaine précédente.

Le Président de la Transition, Chef de l'Etat a, cependant, appelé la population au respect strict des mesures de prévention et de lutte contre la maladie.

Bamako, le 26 janvier 2022

Le Secrétaire général du Gouvernement,
Mahamadou DAGNO
Officier de l'Ordre national

Association des Anciens Militaires, Anciens Combattants, Veuves et Victimes de Guerre : Le plaidoyer du Général à la retraite Minkoro Kané



L'Association des Anciens Militaires, Anciens Combattants, Veuves et Victimes de Guerre du Mali a vu le jour en 1960 sur initiative d'anciens combattants maliens issus de l'Armée coloniale. Reconnue comme étant d'utilité publique par l'État, elle est structurée en 55 sections réparties dans tous les cercles du Mali ainsi que dans les 06 Communes du District de Bamako. Depuis quelques jours, le Président Minkoro Kané et son staff multiplient rencontres et visites auprès des pouvoirs publics pour faire part des problèmes et autres préoccupations de leur association.

Le bureau de l'association, présidé par le Général de Brigade à la retraite Minkoro Kané, est composé de 48 membres et son siège se trouve à Bamako. Réserve d'expérience et immense source d'inspiration, l'Association des Anciens Militaires, Anciens Combattants, Veuves et Victimes de Guerre du Mali est à même de jouer un rôle prépondérant dans la sensibilisation des populations contre le phé-

nomène djihadiste, fournir des informations, animer des bureaux de recrutement et venir en appui-conseil aux structures étatiques.

Le Général de Brigade à la retraite Minkoro Kané, lors de son élection à la tête du bureau l'Association des Anciens Militaires, Anciens Combattants, Veuves et Victimes de Guerre du Mali avait souhaité avoir une coopération plus dynamique avec les Forces armées actives, afin d'améliorer les méthodes de combat par une communication positive de leurs expériences. Il avait en outre fait savoir que la paix que nous voulons pour notre pays doit être imposée coûte que coûte contre les ambitions de cette armée d'assassins, digne de Satan, les djihadistes s'entendent.

Il avait indiqué que le Mali se trouve dans une situation sécuritaire nécessitant en urgence l'intervention de tous ses enfants, tâche à laquelle les anciens combattants du Mali sont prêts à apporter leur contribution afin de chasser définitivement les mercenaires qui ont osé salir l'Islam et troubler notre existence. Il avait

ajouté que tous ceux qui veulent nous aider ne nous aident pas du tout, le Mali et ses richesses étant l'enjeu des combats. Or pour le vieux militaire à la retraite qu'il est, l'avenir de nos enfants ne doit pas être compromis, pour qu'ils ne deviennent pas des esclaves dans leur propre pays.

Au-delà de ce rappel qui s'imposait, l'association reste cependant confrontée à des difficultés comme le cas de son siège aujourd'hui très vétuste, nécessitant une restauration ou encore le fait que nombre de ses projets restent encore au stade d'idées, faute de moyens pour leur concrétisation. C'est pour trouver une solution à tous ces problèmes et réitérer leur disponibilité et leur engagement pour la patrie que le Président Minkoro Kané et ses camarades ont entrepris d'aller à la rencontre des décideurs.

■ Yama DIALLO

Journée Internationale des Douanes : Sous le signe des défis numériques

Chaque année, l'Organisation Mondiale des Douanes célèbre la journée du 26 janvier en organisant des événements pour sensibiliser à l'importance des Douanes et à leur contribution au commerce mondial. La Journée Internationale de la Douane (JIC) est célébrée le 26 janvier pour commémorer la session inaugurale de l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD), qui s'est tenue ce

jour-là en 1953. Cette journée sensibilise également à l'importance des autorités douanières et à leur rôle dans la circulation fluide des marchandises à travers les frontières. Les autorités douanières sont extrêmement importantes pour faciliter le commerce légitime et aider les gouvernements à percevoir des droits de douane et à tirer des revenus de la circulation des marchandises à travers les

frontières internationales. Ces autorités se coordonnent également pour empêcher le commerce illégal de produits tels que les parties du corps d'espèces menacées comme les cornes de rhinocéros, les drogues et autres substances interdites.

L'Organisation Mondiale des Douanes a été créée en 1952 sous le nom de Conseil de Coopération Douanière (CCD). La principale fonction de cet organisme gouvernemental indépendant était de renforcer l'efficacité et l'efficacité des administrations douanières, selon son site Internet officiel. La session inaugurale du conseil a eu lieu le 26 janvier 1953, avec la participation de 17 pays membres. Depuis lors, l'organisation s'est élargie à 183 membres.

L'OMD représente 183 administrations douanières qui traitent collectivement environ 98 % du commerce mondial, selon l'organisation. L'OMD est le seul organisme mondial qui représente la communauté douanière internationale. Basée à Bruxelles, en Belgique, elle est également responsable du maintien des normes internationales et de la coopération entre les différentes administrations douanières. L'OMD contribue également aux questions de contrôle aux frontières et à la sécurisation d'un recouvrement équitable des recettes.

Cette année, le thème de la Journée Internationale de la Douane est "Intensifier la transformation numérique des douanes". L'organisation a déclaré qu'elle consacrait cette année à la création d'un écosystème de données et à l'intensification de la transformation numérique. Chaque année, l'OMD célèbre la Journée Internationale de la Douane en organisant des événements pour sensibiliser à l'importance des autorités douanières et à leur contribution au commerce mondial. Plusieurs séminaires, conférences et ateliers ont lieu ce jour-là sur divers aspects liés à la circulation des marchandises à travers les frontières internationales

Occasion pour le ministre de l'Economie et des Finances, Alousseni Sanou, au plan national, d'adresser, au nom des plus hautes autorités de la Transition, ses félicitations et encouragements aux douaniers du Mali qui, au-delà de la situation particulière actuelle de notre pays, caractérisée par l'insécurité, la pandémie de la covid-19 et un embargo sous régional, sont confrontés à plusieurs obstacles d'ordre



technique, éthique et juridique. Face à l'avenir, fera savoir le ministre, l'Administration des Douanes se doit de révéler ces défis en profitant de la disponibilité de nouvelles technologies et de l'abondance de données très souvent sous-utilisées.

Pour le ministre, la Douane du Mali peut donner un nouvel élan à la transformation numérique en s'appuyant sur les trois axes proposés par l'OMD, à savoir : construire un écosystème de données douanières basé sur la confiance , mettre en place une culture de la donnée en comblant les lacunes en matières de ressources humaines , promouvoir la collaboration entre les administrations des douanes. Et de rappeler que cette transformation numérique renforcera l'élan de modernisation amorcée par la Douane Malienne à travers ses réformes phares.

Il s'agit, entre autres, de : La réappropriation de la fonction d'évaluation en douane, L'internalisation du Centre d'Expertise Technique (CET), La Modernisation de la Gestion Prévisionnelle des Effectifs, des Emplois et des Compétences (GPEEC), La gestion des risques et la sélectivité automatique des déclarations ; -La réforme multiforme liée aux formalités



du SYDONIA, La réforme sur la meilleure prise en charge des téléphones portables.

Et le ministre Alousseni Sanou de conclure : « Forte et résiliente face à l'adversité, la Douane fera de ces données un langage commun et simple à comprendre par tous. Enfin, je ne saurais terminer mon propos, sans réitérer les félicitations et les encouragements des

Hautes Autorités de la Transition pour les efforts et les sacrifices consentis par l'ensemble des fonctionnaires de la Douane malienne et de ses partenaires ».

■ Yama DIALLO



Nouvelle usine de fabrication de Dunhill international : L'infrastructure a coûté 10 milliards FCFA

En application de la politique pour le renforcement du tissu industriel, la société des tabacs et allumettes du mali (SONATAM SA) et British American Tobacco en collaboration avec le ministère de l'Industrie et du Commerce, ont procédé, le mardi 25 janvier 2022, à l'inauguration de la nouvelle usine de fabrication de Dunhill international. Cette activité s'inscrit dans le cadre du renforcement du tissu industriel du Mali. Elle est aussi une aubaine pour les investisseurs.

La construction de cette usine fait suite à l'accord pour la fabrication et la distribution de la marque Dunhill International au Mali, signé entre la SONATAM et British American Tobacco (BAT), le 7 septembre 2017, à Paris.

En effet, ce projet permettra de transférer au Mali la fabrication de la marque Dunhill International qui, à ce jour, est la marque la plus vendue sur le marché malien, alors qu'elle était auparavant importée des usines de British American Tobacco d'Afrique du Sud.

En prenant la parole, le président du conseil d'administration (PCA) de la SONATAM, Abdoulaye Yaya Seck, a déclaré que la présente inauguration constitue la consécration des efforts fournis par la SONATAM sous l'impulsion de

l'Etat malien, son actionnaire majoritaire, dans le cadre d'un plan de redynamisation et de réorganisation du secteur du Tabac et dont l'aboutissement à terme dotera le Mali de l'outil industriel le plus moderne de la sous-région, avec une capacité de production annuelle dépassant les 3,5 milliards de cigarettes.

Dans la même veine, Abdoulaye Yaya Seck, visiblement content des résultats engrangés par sa société, a précisé que la fabrication locale de la marque Dunhill International contribuera à pérenniser l'activité de la SONATAM, et augmentera les recettes fiscales de l'Etat mais aussi développera le tissu industriel local.

Il positionnera la SONATAM comme le fleuron de l'industrie malienne en tant

que plateforme de fabrication et d'exportation des produits du tabac pour l'ensemble de la sous-région. Il permettra la création d'emplois et l'amélioration de l'équilibre de la balance commerciale du Mali », a-t-il révélé.

Satisfecit partagé par le ministre de l'Industrie et du Commerce, Mahmoud Ould Mohamed qui a souligné que le montant des investissements réalisés est de 10 milliards de francs CFA avec une capacité de production installée de 1,5 milliard de tiges de cigarettes par an. « Cet investissement permettra d'avoir une base industrielle d'exportation des produits British American Tobacco (B.A.T.) vers les pays de la sous-région. Cette nouvelle ligne va créer 70 emplois nouveaux et plusieurs emplois indirects », a soutenu le ministre Mahmoud Ould Mohamed. En outre, il a indiqué que son département ne ménagera aucun effort pour soutenir et accompagner les initiatives de la SONATAM. « Mon département mettra tout en œuvre pour assurer à la SONATAM l'accompagnement nécessaire, notamment dans les domaines de la qualité, de la propriété industrielle, de la lutte contre la fraude et la concurrence déloyale et de la promotion commerciale », a-t-il martelé. Aussi, à l'en croire, il est important voire indispensable de protéger les investisseurs nationaux et internationaux contre les indélélicats. La visite guidée des installations a été le clou de la cérémonie.

■ Ibrahim SANOGO



INPS : Le DG en toute sérénité

Ayant bénéficié de la confiance des plus hautes autorités du pays pour présider aux destinées de l'Institut National de Prévoyance Sociale, à la faveur du Conseil des Ministres du 20 octobre 2021, pour redonner à l'Institut ses lettres de noblesse, l'homme du sérail qu'est Monsieur Ousmane Karim Coulibaly n'a pas perdu du temps à annoncer les couleurs de sa future mission. C'était déjà, l'on se rappelle, à la cérémonie de passation de service, le 25 novembre 2021. Un engagement qui n'a, du reste, point surpris ceux qui, loin des egos surdimensionnés ou des rivalités de clocher, jugent l'homme sur le « strictement professionnel ».

En terrain connu, M. Coulibaly a vite compris que sa mission fondamentale consiste à restaurer l'image de marque des prestations sociales au Mali. Lui qui a presque gravi tous les échelons avant d'être aujourd'hui Directeur de cette institution. Sans fausse modestie, il possède l'expérience nécessaire pour tirer l'INPS vers le haut, au grand bonheur des salariés, des retraités, des migrants et des travailleurs indépendants maliens.

Méthodique et surtout très confiant pour l'avenir, le Directeur Général de l'INPS, a décidé de s'investir, corps et âme, pour ramener sa structure à pleinement jouer le rôle d'organe stabilisateur social par excellence avec les ressources nécessaires pour être le contre poids de la précarité sociale des ménages des travailleurs. Ce, ayant compris que l'image de ce grand patrimoine national se trouve, quelque peu écornée auprès de l'opinion.

En effet, les caractéristiques d'entreprise citoyenne de l'INPS ne sont plus à démontrer, au regard de ses différentes prestations et service à la solde des maliennes et maliens. Nonobstant, ces résultats probants, l'Institut est, dans la plupart des cas, victime de faux procès de mercenaires de la plume à la solde souvent d'agents (connus) de la boîte pour des raisons inavouées et surtout infondées.

Toutes choses auxquelles il n'a, d'ailleurs jamais, accordé de crédit, étant convaincu que les attentes des assurés sont énormes. L'accueil personnalisé, la préservation des acquis de la gestion en passant par le service correct et régulier des droits étant, entre autres, des

innovations dont les usagers doivent bien profiter.

En homme humble et averti, celui qui n'a de maison que l'INPS a compris que le parcours de l'Institut a été toujours émaillé de défis, notamment le défi de la cohésion sociale au sein du personnel, de la disponibilité financière avec des problèmes de densité de cotisation, de la péréquation entre cotisations et prestations sociales, mécanisme permettant de faire une bonne redistribution des ressources financières sous formes de prestations sociales et à coût réel, de la dégradation du ratio de dépendance démographique, rapport actif – retraité. S'y ajoute, le défi de la maîtrise des dépenses techniques.

Pour une meilleure visibilité et lisibilité du service, le DG de l'INPS accorde une importance de premier choix à la communication dont, n'a-t-il pas caché, chacun mesure le pouvoir sur les activités quotidiennes de l'Institut. Il promet que « cette communication sera modernisée et permanente pour être à hauteur de nos ambitions. Les projets y afférents seront prochainement portés à la connaissance de tous ».

Selon lui, « chaque famille malienne doit sentir l'INPS chez elle et, ce sera notre fierté ». Pour ne rien rater, le nouveau patron de l'INPS a mis le personnel au cœur de tout. Avant de confier que des réflexions seront menées pour la motivation du personnel afin de garantir un service de qualité conforme à nos ambitions.

Source : CCOM INPS



Produits de premières nécessités : Flambée des prix malgré les mesures

Suite aux sanctions de la CEDEAO et de l'UEMOA contre notre pays, les autorités de la Transition ont pris une série de mesures pour minimiser les effets négatifs sur la population. Des délégations ministérielles se sont rendues successivement en Guinée Conakry, en Mauritanie et en Algérie en vue trouver des accords auprès des dirigeants de ces pays pour l'approvisionnement de notre pays en denrées de premières nécessités. Aussi, des mesures ont été prises à l'interne pour éviter les spéculations sur les prix. Mais malgré les sensibilisations et les opérations de contrôle sur le marché, force est de reconnaître que les prix de plusieurs produits ont pris l'ascenseur. C'est pourquoi les brigades de contrôle de la Direction Générale du Commerce, de la Consommation et de la Concurrence multiplient les descentes sur le terrain. L'objectif est de s'assurer du respect des prix fixés et de sanctionner les contrevenants. Mais faute de pouvoir contrôler partout les prix ont grimpé au grand dam des autorités. Comme on le dit très souvent, les mauvaises habitudes ont la vie dure. Cette période difficile de l'histoire de notre pays, marquée par la crise sécuritaire et politique couplée aux sanctions de la CEDEAO et de l'UEMOA, devrait être mise à profit pour mettre le pays au-dessus de tout.

Mais hélas, deux semaines après la mise en vigueur des sanctions, les populations innocentes ressentent les effets. Les prix des produits de premières nécessités flambent. Cela, malgré les actions de sensibilisation et de contrôle qu'entreprennent les agents de la Direction Générale du Commerce, de la Consommation et de la Concurrence.

Dans un post sur la page Facebook de la DRCC on peut lire : « avec courage et abnégation les agents assermentés de la DRCC de Bamako à l'instar de leurs collègues de toutes les régions administratives du pays poursuivent la mission sacerdotale de maintien de l'ordre économique et commerciale ».

L'on apprend qu'à travers ces sorties sur le terrain, un peu plus de 2 000 points de vente ont été visités et des centaines de PV ont été dressés à l'encontre des contrevenants.

L'objectif étant de stabiliser les prix et lutter contre les pratiques commerciales frauduleuses en cette période de sacrifice commun. « Les agents de la DGCC utilisent des identités neutres effectuent des achats comme n'importe quel consommateur et ainsi "tester", le comportement du marché. Cela est notamment utile pour vérifier l'information qui est donnée par le vendeur au consommateur », précise la Direction.

Des messages de sensibilisation sont également véhiculés, comme : "N'achetez pas cher" ; "Ne modifier pas vos habitudes d'achat" ; "Signaler les manquements par la transmission de preuves tangibles" ; "Nous nous occupons avec professionnalisme des cas de flagrant délit"...

Mais force est de reconnaître que malgré ces efforts de stabilisation, les prix des produits de consommation connaissent des flambées. L'initiative est saluée par les consommateurs qui demandent d'augmenter l'effectif des agents de contrôle.

« Ces contrôles sont vraiment salutaires. Vous devez faire un ratissage complet (chez les grossistes et les détaillants). Ceux qui ont rempli leurs magasins, fait des stocks à moindre prix à l'idée de les faire sortir en cette période pour les revendre plus cher parce que tout le monde savait que ces sanctions étaient inévitables. On n'avait pas besoin d'être un expert économiste pour le savoir. Le gouvernement ne peut pas fournir tous ces efforts en perdant des milliards pour les subventions pour que la population continue de payer cher à cause des augmentations des prix des denrées alimentaires de première nécessité. Ce n'est aucunement une période pour les commerçants de se faire de l'argent comme nous avons coutume d'entendre. Nous nous récla-



mons religieux et c'est nous qui commettons les plus grands péchés par nos avides de devenir riche sur le dos des pauvres », s'est indigné un consommateur.

D'autres ont attiré l'attention sur le cas du gaz butane dont le prix n'est plus contrôlé depuis des semaines.

Aussi, le prix du sucre a beaucoup augmenté, et ce produit est invisible dans plusieurs localités. C'est dire que les autorités doivent redoubler d'effort pour approvisionner le pays en denrées de premières nécessités tout en accentuant les opérations de contrôle sur le marché.

Aussi, les commerçants grossistes et détaillants doivent faire l'effort de respecter les prix fixés pour ne pas en rajouter à la souffrance des populations. Également préoccupée par la situation, le Bureau Exécutif de l'Union Nationale des Travailleurs du Mali (UNTM) se fondant sur des sources nationales et internationales concordantes, dénonce avec véhémence l'insuffisance de conscience patriotique manifeste, comme par le passé par certains commerçants et industriels qui affichent des hausses de prix des denrées alimentaires et non alimentaires ; malgré les efforts d'approvisionnement du marché public par les autorités de la Transition.

« L'UNTM demande aux autorités de la Transition, aux pouvoirs publics compétents de mettre fin à la spéculation, à la fraude et au trafic de tous ordres, pour éviter la spirale de hausse de prix, pour une meilleure stabilité des pouvoirs d'achat du peuple et des travailleurs. Ces mesures doivent permettre de mettre fin à la hargne de certains compatriotes de s'enrichir sur les malheurs des populations », exhorte la centrale syndicale dans un communiqué de presse rendu public mardi.

PAR MODIBO KONÉ
Source : Info-Matin

Décision de la Cour Suprême : Diadié doit quitter le CNPM

Les avocats de Mamadou Sinsy COULIBALY s'étonnent encore que les locaux du Conseil National du Patronat du Mali soient occupés par Diadié Amadou SANKARE après l'annulation de l'ordonnance gracieuse du Tribunal de la Commune IV par la Cour Suprême. Or, M. SANKARE fondait sa légitimité sur la base de cette ordonnance.

Les conseils de Mamadou Sinsy COULIBALY ont animé, le mardi 24 janvier, une conférence de presse sur la décision rendue par la Cour Suprême en décembre 2021 sur la crise du CNPM. Cette décision est une évolution du différend au sein du patronat malien né de deux Assemblées générales électives qui ont été toutes annulées par le Tribunal de la Commune IV.

En effet, sur le pourvoi formulé par les avocats de M. COULIBALY, la Cour Suprême a statué sur l'arrêt de la Cour d'Appel de Bamako sur

la légalité de l'ordonnance gracieuse du Tribunal de la Commune IV délivrée à Diadié Amadou SANKARE.

« Depuis l'organisation de l'AG élective organisée par Diadié Amadou SANKARE, on le met à défi d'amener la liste d'émargement de ceux qui ont été votés pour lui en vain. Pendant ce temps, en catimini ils vont obtenir une ordonnance gracieuse en violation de tout principe de la contradiction », a déclaré Me Sékou BARRY, en rappelant que le juge du tribunal ayant reconnu sa faute s'est rétracté et annulé son ordonnance.

« En bon gentlemen, il aurait dû quitter le CNPM. Il y est resté 6 mois sans aucune base légale. Et maintenant que la Cour Suprême casse l'arrêt de la Cour d'Appel », a confirmé BARRY, brandissant une copie de la décision de l'institution judiciaire.

Donc, en interprétant la décision, c'est le ju-

gement du Tribunal de la Commune IV annulant les droits de Diadié SANKARE qui demeure en vigueur, a expliqué l'avocat BARRY.

Pour lui, le clan Diadié SANKARE qui évoquait la décision de rétraction de la Cour d'Appel pour justifier sa légalité à occuper le CNPM, avec l'annulation de celle-ci, ils doivent de façon « très élégante prendre leur clic et clac ». « Ils sont venus sur le fondement d'une justice, ce fondement n'étant plus là, ils doivent quitter », a affirmé Me BARRY.

Son étonnement, depuis décembre 2021 date à laquelle la Cour Suprême a rendu son verdict, est de constater que M. Diadié dit Amadou SANKARE continue d'occuper le CNPM.

Selon lui, à ce jour le verdict de la Cour Suprême peine à s'exécuter et au même moment la police qui doit être au service de la justice offre une protection à quelqu'un n'ayant ni titre, ni droit contre celui qui est bénéficiaire de la justice.

« Une décision de justice est rendue pour être exécutée. Nous nous posons la question : qui obstrue la décision de justice de la Cour Suprême ? Et sur quel fondement Diadié dit Amadou SANKARE est maintenu au CNPM ? », s'interroge-t-il, affirmant que M. SANKARE n'est pas le président du CNPM et ce poste demeure vacant jusqu'à l'organisation d'une nouvelle Assemblée générale élective.

Lors de cette conférence de presse, étaient également présents des membres des organisations professionnelles du Mali qui appellent à la convocation d'une assemblée élective. Pour eux, c'est l'alternative certaine pour tourner la page de cette crise qui perdure depuis près de deux ans.

« Il n'y a plus question de camp de Mamadou Sinsy COULIBALY et de Diadié. Il y va de l'avenir du CNPM. Il y a 23 groupements professionnels qui ont signé un document pour mettre en place une administration qui va gérer les élections. Ça fait 18 mois que les choses traînent devant la justice. Des décisions ont été certes rendues mais qui peinent à être exécutées. Aujourd'hui, nous allons prendre notre avenir et notre destin en main pour la solution légitime aux problèmes du CNPM », a déclaré Mme BERTHE Mian BENGALY, membre du groupe professionnel.

PAR SIKOU BAH
Source : Info-Matin



CRISE AU CNPM

STUDIO D'ENREGISTREMENT - PRODUCTION D'ARTISTES
INGENIEURIE DE SON



CREATED LABEL
TEMPLE OF MUSIC

SEBENIKORO
+223 93 34 98 73



Vœux de Mountaga Tall à la Presse et aux internautes : Le président du CNID a fait le tour de l'actualité avec la presse malienne



C'est en présence des responsables des principales organisations faitières de la Presse à savoir Bandiougou Danté pour la Maison de la Presse, Bassidiki Touré pour l'Association des Editeurs de la Presse Privée (ASSEP) Modibo Fofana Président de l'Association des Professionnels de la Presse en Ligne (APPEL -MALI) et de Malick Konaté, Président de l'organisation des Médias Sociaux

que Me Mountaga Tall, président du CNID – Faso Yiriwa Ton a, pour la 23ème fois consécutive adressé ses vœux à la presse. De très nombreux confrères ont pris part à la cérémonie qui s'est tenue dans la Salle de Conférence Moussa Balla Coulibaly du Conseil National du Patronat du Mali (CNPM) en raison des travaux des cours à la Maison de la Presse. La présentation des vœux à proprement parler

a été précédée par des interventions de Bandiougou Danté et de Bassidiki Touré et d'une conférence de presse sur lesquelles nous reviendrons dans notre parution de demain. **Nous vous livrons ci-après en intégralité le discours prononcé par l'hôte du jour, Maître Mountaga Tall.**

■ Moctar SOW

Vœux à la presse : Me Mountaga C. Tall Président du CNID FYT

salle de conference du cnpm (patronat) / Bamako, le 26 janvier 2022.



- Monsieur le Président de la Maison de la Presse, Bandiougou Danté,
- Monsieur le President de l'Association dds Editeurs de la Presse Privée (Assep) Bassidiki Toure
- Monsieur le President de l'association des Professionnels de la Presse en Ligne (Appel Mali) Modibo Fofana
- Monsieur le President de l'Organisation des Médias sociaux Malick Konaté.
- Mesdames et messieurs les représentants des faitières de la presse, des associations des média publics et privés, nationaux et internationaux,
- Mesdames et messieurs les directeurs et représentants des organes médiatiques écrits, audiovisuels et en ligne, nationaux et internationaux,
- Mesdames et messieurs les inter-

naires, bloggeurs, activistes des réseaux sociaux,
Chers amis du FSd et du M5-RFP parmi lesquels d'éminents Chefs de partis politiques dont je salue la présence de qualité et en nombre.

- Madame la 1ere Vice-présidente du CNID-FYT et chers militantes et militants,
- Mesdames et Messieurs,

Par la grâce de ALLAH SWT, nous voici réunis pour la vingt et troisième année consécutive pour cette présentation des vœux à la presse qui reste pour nous un moment privilégié de communion et de partage avec les hommes, les femmes de media et des réseaux sociaux, leaders d'opinion et témoins vivants de l'actualité.

Conscient du rôle irremplaçable qui est le

vôtre en tant que lanceurs d'alerte et sentinelle vigilante pour la bonne gouvernance, la consolidation de l'Etat de droit et le respect des Droits humains, je n'ai cessé, depuis plus de deux décennies au nom du Congrès National d'Initiative Démocratique (CNID-FYT) à m'investir pour une bonne formation initiale et continue des journalistes et pour des entreprises de presse viables afin de soustraire les journalistes de la précarité. Je le redis, l'aide publique à la presse, revue à la hausse et mieux encadrée, pourrait à cet égard être un début de solution. Vous en témoignerez, Mesdames et messieurs des médias, je n'ai cessé de soutenir ici avec constance, voire entêtement, la dépénalisation des délits de presse. Mais j'ai aussi soutenu que la dépénalisation des délits de presse ne saurait se confondre avec l'irresponsabilité des acteurs des médias qui



doivent répondre des manquements dont ils se rendraient coupables soit par l'opprobre de leurs pairs qui pour moi est la pire des sanctions, soit par des condamnations pénales appropriées.

Je le répète aussi, les pouvoirs publics doivent protéger dans l'exercice de votre métier qui n'est pas exempt de risque ainsi que le fait ressortir, année après année, le classement de la liberté de la presse de « Reporters Sans Frontières »

Dans ce domaine, pour l'honneur du Mali, les cas Birama Touré et des deux journalistes de RFI, Ghislaine Dupont et Claude Verlon enlevés et assassinés à Kidal le 02 novembre 2013 doivent être élucidés.

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais souhaiter que l'année nouvelle soit heureuse pour vous tous qui vous battez quotidiennement pour préserver et consolider la liberté de la presse, socle des autres libertés.

Ces vœux s'adressent également à la presse régionale et locale qui, comme vous ici à Bamako, est engagée dans la lutte contre le terrorisme, l'indépendance et la souveraineté du Mali, la préservation de nos valeurs socio-culturelles etc...

Mesdames et Messieurs,

Le Mali, depuis la rectification de la trajectoire de la Transition en mai 2021, a engagé un combat multiforme pour sa sécurité mais aussi pour le respect strict de son indépendance, de sa souveraineté et de sa dignité. Pour ces combats déterminants pour l'avenir et le devenir de notre pays vous avez joué et vous êtes appelés à jouer un rôle crucial, déterminant.



Mesdames et Messieurs,

Notre pays, depuis le sommet extraordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO du 9 janvier dernier fait l'objet de sanctions injustes, inacceptables et disproportionnées, unanimement dénoncées par notre peuple soutenu par de nombreux autres peuples africains et d'ailleurs.

Je n'ai aucun doute, les Maliens, fiers et dignes sauront faire preuve de résilience mais aussi de combativité face aux difficultés prévisibles que le Gouvernement de Transition conduit par un des nôtres Choguel Kokalla Maiga, travaillent à endiguer notamment en matière de stabilisation des prix dont certains tendent à prendre l'ascenseur. Nous demandons ici et maintenant la levée de toutes les sanctions de la CEDEAO et de l'UEMOA dont l'effet premier serait d'appauvrir davantage des populations dont certaines chercheraient le salut auprès de marchands d'illusions terroristes qui infestent le Sahel et migrent vers d'autres pays de la sous-région.

Mais malgré tout, il nous faudrait nous élever au-dessus de notre colère légitime pour revenir le plus rapidement possible à la normalité et à la fraternité dans notre case commune. C'est cela notre force.

En effet, c'est parce que nous sommes un peuple fort, une vieille nation que, comme l'a clairement indiqué le président de la Transition, le colonel Assimi Goita, nous ne



fermons pas les portes de la discussion que nous devons cependant mener sur des bases très claires.

Le socle de toute discussion devrait être la reconnaissance et le respect par tous de l'indépendance, de la souveraineté du Mali, de l'honneur et de la dignité des Maliens. Le Mali, qui a

les mêmes égards à l'endroit de ses partenaires devrait pouvoir exiger en retour leur respect et considération.

Ce premier point disons-le clairement n'est ni discutable, ni négociable. Il s'impose à tous.

La durée de la Transition, à l'inverse, n'a jamais été considérée par la partie malienne comme immuable et indiscutable. A preuve, le ministre des Affaires étrangères, au nom du gouvernement a officiellement soutenu avant même les sanctions que les durées de la Transition proposées à la CEDEAO sont des bases de discussions.

Nous savons par ailleurs que l'Algérie, pays voisin, frère et ami a proposé ses bons offices entre le Mali et la CEDEAO. Cette proposition a été endossée par l'Union Africaine dont le président de la Commission, M. Moussa Faki Mahamat a bouclé hier seulement une visite dans notre pays.

Gageons ensemble que ces efforts menés par des africains pour régler des différends entre frères africains seront couronnés de

succès et que très rapidement le Mali retrouvera toute sa place dans le concert des nations. Dans l'honneur et dans la dignité.

Mesdames et messieurs des médias, La Transition en cours dans notre pays, fruit de la lutte héroïque du peuple malien porté par le M5-RFP et parachevé par nos concitoyens en uniforme est une occasion unique de refonder notre pays afin de le porter au firmament des nations qui comptent. Mais pour cela nous devons d'abord et en premier lieu procéder à une introspection profonde

et sans complaisance pour savoir pourquoi une grande nation comme la nôtre a pu tomber si bas.

Les Assises nationales de la Refondation, un formidable défi relevé avec brio malgré certaines insuffisances inhérentes à toute œuvre humaine, a donné un début de réponse à cette question essentielle mais a surtout indiqué les voies à explorer pour relever notre Mali. Nous devons courageusement mais aussi intelligemment appliquer les recommandations qui en sont issues.

Ce vaste chantier ne s'achèvera ni pendant une transition ni pendant un seul mandat. Pour autant la Transition doit en poser les jalons essentiels dans les délais qui seront convenus avec nos partenaires. C'est dire que la Transition ne sera pas seulement électorale ; elle sera aussi refondatrice.

Nous devons en second lieu réaliser une union sacrée autour de notre pays en général et autour de nos Forces de Défense et de Sécurité en particulier qui continuent leur montée en puissance pour assurer la sécurité de nos compatriotes sur l'ensemble du territoire national. Gloire à elles !

Mais l'union sacrée va au-delà de simples incantations. Nous devons en effet tous nous convaincre que le Mali a besoin de tous ses valeureux enfants. Le temps n'est pas à se compter mais à se rassembler. C'est pour cela que je me répète en disant que nous





devons « refuser les antagonismes factices que certains veulent créer entre les maliens. Nous devons abattre tous les murs de défiance et construire des ponts de confiance et de complémentarité entre les générations et les couches socioprofessionnelles. Par une pédagogie, une synergie et une complémentarité nous devons dépasser les conflits générationnels entre jeunes et âgés.

De la même façon, nous devons dire non aux oppositions entre classe politique et société civile qui, depuis des lustres font le Mali ensemble. Enfin nous dirons non à la catégorisation des maliens sur la seule tenue portée : uniforme militaire ou boubou civil. Chacun à sa place sans doute mais sans cloisonnement étanche comme la Transition en cours. Car au fronton de notre République est écrit « un Peuple, un But, une Foi »

Les seules choses qui importent pour nous demeurent l'amour de la patrie, l'intégrité et la compétence. Dans le respect et la mise en œuvre de la devise de notre Parti : « Rassembler pour Construire. »

Mesdames et messieurs

Le CNID-FYT, vous le savez est à la fois membre du Front pour la Sauvegarde de la démocratie (FSD) et du Mouvement du 5 juin – Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP) au sein desquels nous avons situé l'essentiel de nos activités militantes et politiques et dont nous sommes acteurs de premier plan et comptable du bilan.

Nous continuerons, avec loyauté, franchise, discrétion et efficacité à jouer toute notre partition au sein de ces regroupements. Pour le Mali !

Mais, dans le même temps nous continuons nos activités partisans propres en termes d'implantation, d'élargissement de notre base, de formation de nos militants et compatriotes et de préparation des futures élections. Sur ces chantiers nous avançons à souhait. Car quoi qu'on puisse en dire, les partis seuls ne feront pas le Mali et le Mali ne se fera pas sans les partis politiques.

Mesdames et messieurs,

Je voudrais, avant de terminer, vous demander de prier pour toutes les personnes civiles ou militaires qui nous ont quitté l'année écoulée ou en début de l'année en cours.

Et aussi de continuer à soutenir nos Aigles que nous félicitons vivement pour leur brillant parcours pour la CAN en cours. Vivement le Trophée continental à Bamako.

Mesdames et messieurs,

Je me répète encore en rappelant que le Mali est notre patrimoine commun, un bien précieux que nous avons en partage. Personne, même ceux qui ont plusieurs nationalités, n'a deux Mali. Cette ancienne et fière nation hier par terre et parfois piétinée, se relève. Relever notre patrie et lui redonner sa dignité d'antan est le sens ultime de notre combat. Tous ensemble, nous le mènerons à son terme.

Inchi'Allah !

Puisse ALLAH SWT sauver le Mali et protéger les Maliens.

Bamako, le 26 janvier 2022

Maître Mountaga C. TALL

Transition : Plus de 90 % de la population est favorable à une prolongation de 4 mois à trois ans

Plus de 90 % de la population est favorable au report des élections, notamment de la présidentielle, souhaitant ainsi que la transition soit prolongée en moyenne de 4 mois à 3 ans. C'est ce qui ressort du sondage effectué du vendredi 14 au dimanche 16 janvier 2022 par l'institut de sondage GISSE (Groupement d'Intérêt Scientifique des Statisticiens Economistes) de l'Ingénieur statisticien économiste Sidiki Guindo.

Par rapport aux récentes sanctions de la CEDEAO et de l'UEMOA, si 92,42 % de la population trouvent qu'elles sont «injustes», 7,58 % les jugent justes. Ainsi, il ressort des résultats que seulement 7,51 % de la population a confiance à la CEDEAO pour défendre les intérêts de la communauté ouest-africaine. Et pour la grande majorité des citoyens sondés (94,28 %), le pouvoir actuel doit rester le temps qu'il faut pour la stabilisation du pays. Toutefois, ils sont nombreux ceux qui souhaitent la poursuite du dialogue avec les dirigeants de la CEDEAO tout en privilégiant les intérêts du peuple malien.

Les résultats révèlent ainsi que 94,35 % (contre plus de 75 % des bamakoïses lors du sondage réalisé en début octobre 2021) de la population bamakoïse sont favorables à un report des élections alors que 5,43 % pensent que nous devons organiser ces élections, le plus rapidement possible. La majorité de la population est donc pour le report du processus électoral devant boucler la transition. Autrement, les autorités de la Transition malienne sont en phase avec l'opinion publique malienne de procéder d'abord à des réformes afin de jeter les bases solides d'une stabilité durable avant l'organisation des élections.

Elles mettent également en avant la situation sécuritaire défavorable à la tenue d'une élection transparente pouvant augmenter les risques de contestation postélectorale.

C'est pourquoi 81,71 % des personnes sondées demandent un report du processus électoral de deux ans minimum. Si 63,72 % sont pour un report de 3 ans minimum, 49,29 % sont pour un report de 4 ans minimum. La durée moyenne de cette prolongation est donc estimée à environ 3 ans et 4 mois. Selon les résultats du sondage, 96,28 % des habitants de la capitale sont également satisfaits de la gestion du pays par le Colonel Assimi Goïta et son gouvernement. Par rapport aux Assises nationales de la refondation (ANR, du 11 au 30 décembre 2021), il ressort du sondage du GISSE que 76,43 % (avec 52,27 % très satisfaits et 24,16 % plutôt satisfaits) des Bamakoïses sont satisfaits de leurs conclusions...

A noter que le présent sondage s'est déroulé du vendredi 14 au dimanche 16 janvier 2022 sur un échantillon de 1 345 individus dans le District de Bamako. La méthode des quotas (avec le sexe et l'âge comme critères) a été appliquée et l'échantillon est représentatif de la population du District. Ses résultats sont donc valides pour le District de Bamako et ne reflètent pas forcément l'opinion nationale.

Moussa Bolly



Médiation Mali-CEDEAO : L'UA exhorte les parties à "tenir compte de la situation particulière que traverse le Mali"

Comme précédemment annoncé, une délégation de la Commission de l'Union Africaine, conduite par son président, Moussa Faki MAHAMAT, était à Bamako, ce mardi 25 janvier 2022, pour tenter de jouer les bons offices dans la crise diplomatique entre notre pays et ses voisins membres de la CEDEAO.

A Bamako, le président de la Commission de l'Union Africaine a rencontré les autorités de Transition hier mardi ; et cela après une première étape au Ghana, lundi, au cours de laquelle il s'est entretenu avec le chef de l'Etat et président en exercice de la CEDEAO, Nana Akufo-ADDU.

Cette initiative de l'UA vise à relancer les discussions sur la prolongation de la Transition malienne et sur la définition d'un chronogramme pour le retour à l'ordre constitutionnel qui serait jugé « acceptable. »

Ce qui permettrait du coup, la levée progressive des sanctions imposées au Mali.

Cette mission arrive au moment où l'Algérie (pays voisin du Mali non membre de la CEDEAO) a déjà offert ses services de médiation, et plaidé pour une prolongation de la Transition courte, de seize mois maximum. Cette double proposition -médiation et calendrier- est soutenue par l'Union Africaine.

Lundi, le ministre algérien des Affaires étrangères Ramtane LAMAMRA se félicitait d'ailleurs dans un tweet de la « discussion constructive » qu'il venait d'avoir sur le sujet avec son homologue ghanéenne Shirley Ayorkor Botchway, qui préside le Conseil des ministres des pays de la CEDEAO.

A la veille de la mission, la CEDEAO avait réaffirmé sa volonté de travailler avec tous ses partenaires pour trouver une solution à la crise politique au Mali. Une déclaration a été faite, le lundi 24 janvier 2022, dans un communiqué, au moment où le Président de la Commission de l'Union Africaine est en visite dans le pays. Une autre rencontre sur l'évolution de la Transition a eu lieu le mardi 25 janvier 2022 entre le Président de la Commission de l'Union Afri-



caine et les autorités de la Transition.

A Koulouba, les échanges avec le Président de la Transition, Assimi GOÏTA, ont porté sur la situation politique au Mali.

A sa sortie d'audience, Moussa Faki Mahamat a confié être « en mission au Mali pour écouter, pour s'informer et pour échanger avec les autorités sur le processus de Transition dans ce pays africain ».

Revenant sur les sanctions de la CEDEAO contre le Mali, entérinées par l'Union Africaine, l'hôte du jour du Président GOÏTA a estimé que « le plus important est de voir comment il faut soutenir la Transition au Mali, échanger sur une approche consensuelle qui puisse préserver les intérêts fondamentaux de ce grand pays africain et conformément aux textes qui régissent l'Organisation sous-régionale et continentale ».

Il a exhorté les parties à tenir compte de la situation particulière que traverse le Mali. Un pays confronté, dit-il, à une crise sécuritaire depuis une dizaine d'année. « Nous mobilisons le continent et ses partenaires pour soutenir le Mali et dépasser cette crise conjoncturelle et asseoir un État fort dans l'intérêt du peuple malien, de la région et de l'ensemble du continent », a-t-il conclu.

Après le Palais de Koulouba, la délégation de la Commission de l'UA a été aussi reçue par le chef du gouvernement. Le diplomate tchadien a fait part au Premier ministre de la disponibilité de l'UA à accompagner le Mali de concert avec la CEDEAO. « On ne peut pas parler de l'Afrique sans le Mali » a-t-il ajouté.

« Notre Peuple compte sur l'Union Africaine pour sortir de cette crise, nous sommes convaincus qu'avec vous, avec ceux de la CEDEAO, nous trouverons la voie de l'entente pour que le Mali occupe la place qu'il aurait jamais dû quitter dans la communauté ouest-africaine et africaine », a répondu le Dr Choguel Kokalla MAÏGA.

Le Chef du Gouvernement, a rappelé que la prolongation de la Transition a été décidée par les maliens lors des Assises Nationales de la Refondation, pour permettre au Gouvernement de terminer les chantiers prioritaires. « Nous demandons à la communauté internationale de respecter la souveraineté de notre pays, de respecter les intérêts supérieurs du pays », a conclu, le Premier ministre.

Par Abdoulaye OUATTARA
Source : Info-Matin

Littérature : Déné Issébéré perpétue le talent littéraire de son père

L'artiste Déné Issébéré a dédié lundi dernier (24 janvier 2022) le recueil de poésie et musique de feu son père, Hamadoun Ibrahima Issébéré. C'était à la «Place du Cinquantenaire» à l'occasion de l'ouverture de la 7^e édition du festival culturel «Ogobagna». «Issébéré» est un hommage à feu Hamadoun Ibrahima Issébéré arraché à l'affection de sa fille et de ses lecteurs il y a près de quinze ans.

«Issébéré» ! C'est le nom du recueil de poèmes édités et non édités du regretté Hamadoun Ibrahima Issébéré. Une initiative de sa fille Déné Issébéré, talentueuse artiste engagée aussi dans la promotion de la culture dogon. En partenariat avec les éditions «Cauris Livres», elle a organisé la cérémonie de dédicace lundi dernier (24 janvier 2022) sur la «Place du Cinquantenaire» à l'occasion de l'ouverture officielle de la 7^e édition du festival culturel «Ogobagna».

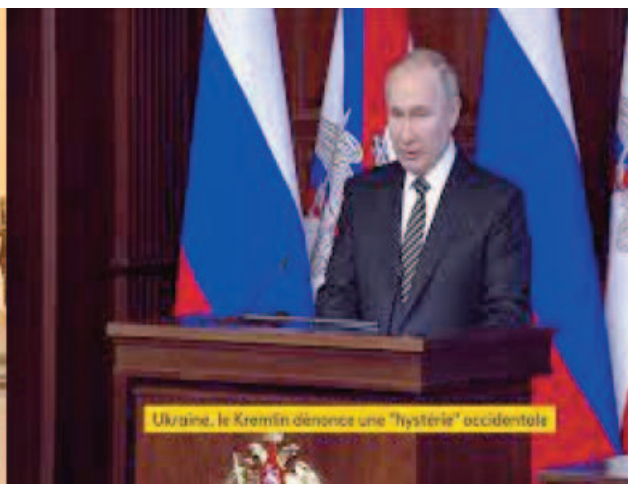
Ce livre de poche est accompagné d'une clé USB sur laquelle sont disponibles les recueils de poésie chantée. «Ce livre est un recueil de poésie que mon père avait souhaité accompagner des morceaux de son choix», a expliqué Déné. L'objectif visé par l'artiste chanteuse et créatrice de bijoux est avant tout de faire connaître son père à ceux qui ne le connaissent pas au Mali et à l'étranger. Il s'agit aussi de lui rendre un hommage 15 ans après sa disparition.

Né en 1948 à Assakarba, dans le cercle de Douentza, Hamadoun Ibrahima Issébéré est l'un des meilleurs auteurs et poètes maliens qui a accumulé plusieurs ouvrages. Un immense talent primé du «Grand Prix de l'ACCT» (Agence de coopération culturelle et technique. Une ancienne organisation intergouvernementale créée en 1970 et qui était chargée d'intensifier la coopération culturelle et technique entre ses membres francophones) pour son œuvre «Clameurs d'antan et soleils présents» en 1976. En novembre 2000, Hamadoun Ibrahima Issébéré avait été nommé ambassadeur du Mali en République de Guinée (Conakry) où il est resté jusqu'à son décès le 28 mai 2007.

L'ouvrage «Issébéré» est disponible sur la «Place du Cinquantenaire» durant le festival «Ogobagna» (du 24 au 30 janvier 2022), au siège ou sur les sites de sa maison d'édition, «Cauris Livres».

Sory Diakité
Source : Le Matin





Burkina Faso : “La Russie veut jouer un rôle discret en Afrique”

Les militaires ont pris le pouvoir au Burkina Faso quelques mois après le putsch militaire au Mali. Alors que le chef présumé du groupe Wagner, Evguéni Prigogine, proche du Kremlin, salue ce coup d'état, les pays occidentaux l'ont condamné, comme la majorité de la communauté internationale. La France et l'Europe ont-ils perdu toute influence en Afrique ? Quelles sont les motivations russes ? Éléments de réponse avec Antoine Glaser, journaliste spécialiste et co-auteur du piège africain de Macron (co-écrit avec Pascal Airault). Entretien.

TV5MONDE : Evguéni Prigogine, un proche de Vladimir Poutine, a salué le putsch au Burkina Faso. La France et l'Europe sont-ils en train de perdre pied en Afrique au profit de nouveaux acteurs, comme la Chine et la Russie ?

Antoine Glaser, co-auteur du Piège africain de Macron : Absolument. Il y a une toile de fond générale : la mondialisation de l'Afrique et l'Afrique qui redevient un enjeu géostratégique. On vit une sorte d'anachronisme historique.

À la fin de la guerre froide et la chute du mur de Berlin, tout le monde, et en particulier la France, a constaté la réunification de l'Allemagne et les changements en Europe. Toute-

fois, personne n'a pris en compte la mondialisation de l'Afrique. La France a continué à se comporter en Afrique comme si elle était toujours chez elle. Mais petit à petit, on a vu arriver les Chinois en force. Ensuite sont arrivés d'autres pays comme la Turquie, la Russie est revenue et même certains partenaires européens.

Du temps de la guerre froide, avec la Françafrique, la France était complètement dominante. Antoine Glaser, auteur du Piège africain de Macron

La France est dans un piège et c'est là que se trouve l'anachronisme historique. Du temps de la guerre froide, avec ce qu'on appelle la Françafrique, la France était complètement dominante. Elle cooptait des chefs d'État au pouvoir et avait beaucoup de bases en Afrique. Elle dominait sur les plans politique, financier et économique avec ce qu'on appelle la Françafrique dans les anciennes colonies. Même ses propres partenaires occidentaux lui laissaient gérer l'ensemble de la politique des prébendes, du pétrole, de l'uranium, etc. La seule chose qui reste de cette Françafrique à l'ancienne, c'est finalement l'armée. L'armée française apparaît comme étant seule au front, malgré les efforts d'Emmanuel Macron pour l'eupéaniser.

Beaucoup de jeunes Africains, même s'ils n'ont pas connu cette période postcoloniale, ont

l'impression que c'est la France qui est influente et qui dirige tout. En fait, la présence de l'armée française sert de "cache-misère" à une présence française qui est en déshérence. Emmanuel Macron insiste beaucoup sur l'eupéanisation pour ne plus être en première ligne. C'est pour ça qu'il a créé Takuba, les forces spéciales européennes. La France apparaît comme le 'deus ex machina' dans cette région, mais c'est un leurre total. Le Sahel et toute cette région vit une période postcoloniale. C'est la fin de cette présence française et pas simplement au niveau militaire. Vous aviez des dizaines de milliers de coopérants, des ONG, des coopérations décentralisées. Les djihadistes, d'une certaine manière, ont déjà gagné, parce qu'ils ont fait fuir tous les occidentaux de la Mauritanie au Soudan.

Pour en revenir au Burkina Faso, le Président Kaboré ne tenait pas à avoir Barkhane chez lui. Il avait accepté l'opération Sabre des forces spéciales, mais il y avait beaucoup moins d'influence française au Burkina Faso qu'il n'y avait au Mali. D'autant que "l'homme providentiel" de la France dans cette région, c'était quand même Blaise Compaoré [ancien chef d'État du Burkina Faso de 1987 à 2014].

Quand les jeunes des mouvements citoyens l'ont chassé du pouvoir, cela faisait 30 ans que Blaise Compaoré était au pouvoir. On voit bien que la France n'a rien pu faire pour le maintenir au pouvoir, comme elle aurait pu le faire par le passé. Pour services rendus, les forces spéciales françaises l'ont tout de même exfiltré vers la Côte d'Ivoire.

Tout le monde s'insurge de la venue des Russes, mais la Russie a toujours été présente dans les pays de la région, comme au Mali. Là-bas, que ce soit Choguel Maïga [actuel Pre-

mier ministre] ou le ministre de la Défense Sadio Camara, les hommes forts du pays ont été formés en Russie. Assimi Goïta [actuel Président] aussi d'ailleurs.

Wagner, c'est un leurre, bien sûr que c'est la Russie qui est derrière. Du coup, l'Afrique est redevenue un continent géostratégique. Par exemple, la France a réussi à mobiliser entre 50 et 90 Estoniens dans la force Takuba, en remerciement de la France. Je trouve ça fascinant que personne ne s'intéresse au fait qu'il y ait 300 militaires français de l'opération Lynx en Estonie sur le front russe. On revient dans une espèce de grand jeu international.

Ce sont des rapports de diplomatie d'influence. La France a de l'influence grâce à son armée qui est encore présente en Afrique et parce qu'elle contrôle aux Nations Unies les opérations de maintien de la paix. C'est un diplomate français [Jean-Pierre Lacroix] qui est secrétaire général adjoint des Nations Unies, en charge des opérations de maintien de la paix. Cela donne à Macron les moyens de sa diplomatie d'influence en Afrique.

TV5MONDE : Pourquoi l'Afrique redevient-il un continent géostratégique ? Pourquoi les acteurs extérieurs s'intéressent-ils à l'Afrique ?

Antoine Glaser : Globalement, l'Afrique est le continent le moins développé mais possède de très nombreuses ressources et un potentiel de développement énorme. Il y a deux sortes d'acteurs extérieurs. Il y a ceux qui ont besoin des matières premières africaines stratégiques, comme le cobalt ou les terres rares, qui sont présentes dans des pays comme la République démocratique du Congo.

En tête de ces pays on retrouve la Chine. Il y a la Turquie aussi. Les grandes entreprises de bâtiments turques vont s'implanter dans différents pays et même dans d'anciens bastions français comme au Sénégal. Ils finissent en ce moment d'achever la construction de l'aéroport de Dakar. Ils ont aussi construit de nouveaux quartiers dans la capitale. Tout ça, c'est Erdogan [président turc] et Macky Sall [président sénégalais] qui le réalisent main dans la main.

Les enjeux géostratégiques concernent aussi les Nations Unies. Quand par exemple, la France a proposé une résolution pour condamner le Burkina Faso, les Russes et les Chinois

s'y sont opposés.

Pour toutes ces raisons, l'Afrique revient dans les grands enjeux internationaux. Nous sommes encore bloqués dans nos histoires de "Françafrique" en France, mais quand on prend du recul, on se rend vite compte que la situation est complètement différente que par le passé. Français, Russes, Chinois et les autres ont chacun leur propre agenda, pour défendre leurs intérêts.

TV5MONDE : Quelle est la stratégie de la Russie en Afrique ?

Antoine Glaser : La Russie veut jouer un rôle en Afrique, comme la Chine, mais beaucoup plus discrètement. La Russie souhaite jouer un rôle dans son domaine à elle qui est de mettre de la sécurité et des militaires.

Les Russes se concentrent sur l'armement et les transports. Antoine Glaser, auteur du Piège africain de Macron

La force de la Chine se trouve surtout dans les matières premières, la construction de routes et d'infrastructures. Les Russes se concentrent plus sur l'armement et les transports. L'année dernière la Russie a par exemple vendu quatre hélicoptères militaires au Mali.

Bien sûr, la Russie s'intéresse aux matières premières stratégiques. Ils sont aussi intéressés par le gain de voix aux Nations Unies. La force de la France pendant la guerre froide, c'était un système "Françafrique" complètement intégré et pyramidal. La France bénéficiait des voix de ses anciennes colonies aux Nations Unies, qui votaient comme un seul Homme en faveur de la France. Quand, par exemple, durant la guerre d'Algérie, les Américains voulaient faire condamner la France pour la colonisation de l'Algérie, l'Afrique subsaharienne a voté comme un seul Homme pour bloquer la résolution américaine.

Pour la Russie, il y a donc des intérêts économiques mais aussi diplomatiques d'influence. La France est piégée car elle n'a plus les moyens qu'elle avait par le passé. Par la présence de son armée, toutefois, elle est toujours accusée d'être néocoloniale. C'est pour ça que je parle d'anachronisme historique.

De plus, imaginons que la France décide de rapatrier ses militaires. Premièrement, elle perdrait sa diplomatie d'influence. Deuxièmement, comme il n'y a pas de débat à l'Assemblée nationale sur la présence des mi-

litaires, les militaires sont importants politiquement. Et pour l'armée, le continent africain est important. C'est grâce à l'Afrique qu'elle recrute, c'est là où elle fait ses entraînements. Les militaires ne seront sûrement pas heureux de retourner à Charleville-Mézières ou à Metz. La grande muette, comme on dit, est importante politiquement et s'exprime, mine de rien.

TV5MONDE : Après le coup d'État au Mali, c'est le deuxième putsch dans un pays du G5 récemment. Peut-on craindre que le groupe ne disparaisse ou du moins, perde toute influence dans la région ?

Antoine Glaser : Le problème du G5 Sahel depuis le début, c'est le financement. C'est une création des pays occidentaux mais principalement française.

C'est vrai que le G5 Sahel est assez hétéroclite. Il y a des pays du G5 Sahel comme la Mauritanie, qui appartiennent à l'Union du Maghreb arabe, d'autres pays, c'est la CEDEAO [Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest], le Tchad appartient à la CEMAC [Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale]. Les deux armées les plus aguerries, c'est la Mauritanie d'un côté, et le Tchad de l'autre, mais ce sont deux pays qui ne sont pas dans la CEDEAO. Mais surtout, il n'y a pas les financements.

Les Russes et Chinois étaient, au départ, favorables au financement du G5 Sahel, curieusement. En fait, ce sont les Américains qui avaient bloqué. Pour être financé, la France voulait que l'opération soit prise en charge par les Nations Unies et ses opérations de maintien de la paix. Après avoir bloqué, les Américains ont promis de donner 60 millions de dollars. L'Arabie-Saoudite devait donner 100 millions de dollars. Franchement, je ne sais pas où ça en est.

On voit bien que ça patine. On ne peut pas dire "c'est fini" mais on retourne à une forme de nationalisme dans ces pays. Pour moi, nous sommes dans une période postcoloniale. Ce n'est pas un retour en arrière, à mon avis. Non pas que j'encourage les coups d'État, loin de là mon idée, mais dans le fond, c'est leur affaire. Les gens vivent leur vie.

Source : TV5

Pénurie de médicaments au Maroc ? Pharmaciens et ministère de la Santé se renvoient la balle

Depuis quelques semaines, des pharmaciens dénoncent le manque de certains médicaments de traitement contre le rhume et le Covid-19 dans les officines. Démentie par le ministère de la Santé, les syndicats persistent et confirment l'existence d'une "pénurie". Qui dit vrai ? À qui la faute ?



« Bien sûr nous sommes concernés, toutes les pharmacies le sont » ; « Oui il y a pénurie, mais ça rentre et ça ressort », répondent les différentes pharmacies marocaines contactées par Sputnik. Cela fait près de quatre semaines que les différentes

officines marocaines se plaignent d'une rupture de stock pour certains médicaments, utilisés notamment pour le traitement de certaines infections hivernales et du Covid-19. Parmi lesquels, la vitamine C, le zinc, l'azithromycine, ou encore le paracétamol.

Le ministère de la Santé dément...

Face aux alertes des pharmaciens et aux différents articles de presse locale qui font état d'une "pénurie" de ces médicaments, alors que le pays approche de son pic de contaminations du Covid-19, le ministère de la Santé est sorti de son silence, dans un premier temps, le 12 janvier, pour rassurer les citoyens, affirmant que des quantités suffisantes sont disponibles pour satisfaire la demande.

"Le ministère rassure les citoyens quant au stock national de médicaments du protocole thérapeutique national de prise en charge des cas de coronavirus, affirmant que les quantités disponibles de ces médicaments, notamment la chloroquine, l'azithromycine, le zinc, la vitamine C, la vitamine D, le paracétamol et l'héparine, sont suffisantes pour satisfaire la demande."

Dans un communiqué publié le jeudi 13 janvier 2022, la Fédération marocaine de l'industrie et de l'innovation pharmaceutique (FMIIP) a démenti à son tour toute pénurie, indiquant "qu'aucune rupture dans la production de médicaments essentiels n'a été enregistrée à ce jour".

Le ministre de la Santé Khalid Aït Taleb est intervenu personnellement à deux reprises pour apporter un démenti. D'abord à la chambre des conseillers le 18 janvier, pour affirmer qu'"il n'y a pas de pénurie" :

"C'est une crise qui ne traduit pas la réalité des faits. Les producteurs de médicaments ont un stock qui suffit pour une





période allant de 3 à 32 mois. Mais la question qui se pose est, comment ça se fait que les pharmaciens d'officine n'accèdent pas aux médicaments au niveau des points de vente?"

Puis, dans une nouvelle sortie à l'occasion d'un entretien réalisé sur le site 360.ma, publiée le 22 janvier, le ministre de la Santé a une nouvelle fois apporté un démenti en précisant que "le stock national de médicaments est suffisant pour couvrir et répondre aux besoins des citoyens pendant plus de trois mois, que ce soit dans les hôpitaux ou chez les grossistes et laboratoires pharmaceutiques, dont certains d'entre eux disposent d'un stock couvrant jusqu'à 32 mois".

...mais les professionnels persistent

Sauf que les professionnels des pharmacies affirment le contraire. Il y aurait bel et bien selon eux, une rupture de ces médicaments en pharmacie. En colère, ils fustigent le communiqué du ministère.

"Nous suivons avec grande inquiétude la réaction du ministère de la Santé aux problématiques vécues par le secteur du médicament et de la pharmacie au Maroc, particulièrement celles qui ont émergé ces dernières semaines et qui ont vu une rupture inédite des médicaments dans les pharmacies du pays ainsi qu'au niveau des différents répartiteurs sur le territoire national", écrit la Confédération des syndicats des pharmaciens du Maroc

dans un communiqué, relayé par la presse.

Pour Amine Bouzouba, secrétaire général de la Confédération des syndicats des pharmaciens du Maroc, contacté par Sputnik, "le démenti du ministère de la Santé ne reflète pas la réalité des officines". Il y a bien rupture de stock, et elle s'expliquerait selon lui par un souci de production et le non-respect du stock de réserve de trois mois comme stipulé par la loi 17-04 du code du médicament et de la pharmacie. "Il y a certainement un problème de stock de sécurité qui n'a pas été respecté [...], cela est également lié à la forte demande, et il n'y a pas eu d'augmentation de production pour accompagner cette surconsommation".

À qui la faute?

Comment expliquer les différentes versions qui existent face à ce qui ne saurait être qu'une seule réalité? Une énième pharmacie contactée par Sputnik affirme à son tour: "On peut dire qu'il y a une pénurie, mais en ce qui nous concerne nous avons notre stock. Je dirais que ce sont surtout les petites villes qui souffrent de ces ruptures". L'interlocutrice qui préfère garder son anonymat ajoute par ailleurs:

"Il ne faut pas oublier que chez nous on peut se procurer certains médicaments, notamment des antibiotiques sans ordonnance, donc des fois nous avons des patients qui demandent plusieurs boîtes d'un même médicament ce qui peut engendrer une rupture..."

Serait-ce alors une mauvaise gestion de la part des pharmacies? Un problème de répartition? D'approvisionnement? Ou bien le ministère de la Santé tente-t-il de camoufler la réalité pour éviter un effet de panique chez les consommateurs? Ce dernier informe pourtant que des équipes d'inspection ont été mobilisées afin de vérifier la disponibilité des médicaments. Aucune interruption de production ou rupture de stock n'a été constatée, hormis pour l'ibuprofène sirop.

Le ministère explique également que les professionnels qui ont fait "des allégations" sur une rupture du stock national de ces médicaments "sont confrontés à des problèmes d'ordre financier et juridique avec les distributeurs qui les empêchent de s'approvisionner en quantités suffisantes pour les commercialiser dans leurs pharmacies".

Difficile d'y voir clair dans cette situation confuse où les deux parties se renvoient la balle. Des rapports de presse évoquent même une absence de dialogue entre le ministère de la Santé et les pharmaciens qui durerait depuis trois ans. En signe de révolte, ces derniers ont même accueilli leurs clients avec un brassard noir sur leur bras. Amine Bouzouba conclut néanmoins: "Le ministère a fait des efforts, en intervenant auprès des sociétés de production [...]. Une réaction un peu tardive mais un rétablissement de la situation au niveau des officines se fait de manière progressive. Dans les prochains jours, on reviendra j'espère à la normale".

Source : Sputnik

CAN 2022 : Égypte-Maroc et Sénégal-Guinée équatoriale complètent les quarts

Gambie-Cameroun et Burkina Faso-Tunisie le samedi 29 janvier, puis Égypte-Maroc et Sénégal-Guinée équatoriale le dimanche 30 janvier, seront les affiches des quarts de finale de la 33e Coupe d'Afrique des nations de football (CAN 2022).



Le tableau est complet et il est assez inattendu ! La faute à l'équipe de Guinée équatoriale qui, comme celle de Gambie la veille face à la Guinée (1-0), a créé la surprise en huitièmes de finale de la 33e Coupe d'Afrique des nations (CAN 2022).

Les Équato-Guinéens ont écarté le Mali aux tirs au but (6-5, 0-0 après prolongation) et au bout de l'ennui, ce 26 janvier à Libmé. Des Maliens que les Sénégalais attendaient de pieds fermes en quarts de finale de cette CAN 2022. Mais ce n'est pas à un derby ouest-africain auquel on assistera le dimanche 30 janvier. Ce seront des retrouvailles avec une sélection équato-guinéenne qui avait surpris le Sénégal

2-1 lors de la CAN 2012.

Score vierge, prolongation stérile et séance de tirs au but : c'est aussi le cheminement de la rencontre entre Ivoiriens et Égyptiens, ce mercredi à Douala. Une rencontre dont l'antihéros a été le défenseur Éric Bailly, auteur d'une tentative de tir au but totalement ratée. Une qualification 5 tirs à 4 (0-0 AP) qui permet aux Égyptiens de rejoindre le Maroc en quarts de finale.

Des Marocains qui, eux, avaient fait respecter la hiérarchie face au Malawi, 2-1. Ce choc nord-africain, prévu dimanche, sera la plus belle affiche de ce prochain tour, avec un Burkina Faso-Tunisie (samedi) qui s'annonce éga-

lement très indécis.

CAN 2022 : LE PROGRAMME DES QUARTS DE FINALE

Samedi 29 janvier –

Gambie – Cameroun à 16h TU à Douala
Burkina Faso – Tunisie à 19h TU à Garoua

Dimanche 30 janvier –

Égypte – Maroc à 15h TU à Yaoundé
Sénégal – Guinée équatoriale à 19h TU à Yaoundé

Source : RFI



♈ Bélier (21 mars - 19 avril)

On risque de compter sur vous ! La journée s'annonce animée. Vous devez finir des tâches dans un temps record. Les activités peuvent avoir un lien avec une réunion. On peut vous demander de participer ! Vos idées sont constructives. On les attend.

Il y a peu d'inquiétude dans votre gestion financière. Vous craquez pour des articles décoratifs. Les économies restent encore faibles. Vous aimez dépenser votre salaire. Avec du bon sens et des comparaisons de tarifs, vous gardez la stabilité financière.



♉ Taureau (20 avril - 19 mai)

Mars annoncera une journée stressante au boulot. Vous serez offensif ou défensif, si vous devez affirmer vos positions professionnelles ou devoir défendre des choix qui vous poseront problème. Par prudence, vous ne vous engagez pas à la légère.

Bien relié à votre signe, Jupiter pourrait faire avancer vos projets financiers et particulièrement dans le domaine immobilier. Vous aurez de bonnes nouvelles concernant des travaux avec des propositions tarifaires qui correspondront à votre budget.



♊ Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous réalisez que vous avez du travail en retard, du coup vous n'avez pas d'autres solutions que de travailler entre midi et deux heures. Votre pause-déjeuner semble fortement compromise, et ça vous énerve. Vous déjeunez sur le pouce. Votre comptabilité est irréprochable, cher Gémeaux. Si souvent, finir le mois à zéro vous angoisse, aujourd'hui vous pouvez vous féliciter, vos comptes tiennent la route. Même si vous êtes passé à côté de certaines dépenses, rien n'est alarmant.



♋ Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous vous sentez impuissant à ce qui vous arrive, en remettant tout en cause, c'est comme si vos sentiments et votre sensibilité étaient altérés ! Le travail s'en ressent, et vous baissez les bras rapidement, ce qui ne vous ressemble pas du tout !

Avec le manque de motivation que vous ressentez aujourd'hui, vous risquez d'avoir une soudaine envie de shopping ! Faire plaisir à vos proches pourrait vous mettre de bonne humeur ! C'est un moyen comme un autre de soigner le mal par le mal !



♌ Lion (22 juillet - 23 août)

Les échanges avec vos collègues apportent de l'encouragement. Vos fonctions sont aussi source de rivalités. Essayez de parler aux bons collègues. Ciblez vos relations de travail. Si vous êtes indiscret, la jalousie ne tardera pas à se réveiller.

Les finances sont les nerfs de la guerre. Vous devez économiser. Un projet important vous attire. Il peut demander d'économiser beaucoup. Aujourd'hui, vous pouvez prendre conseil auprès d'un ami ou d'un parent. Dans l'ensemble, vous êtes à l'abri des soucis.



♍ Vierge (23 août - 23 septembre)

Si cela ne va pas trop au travail, c'est que quelqu'un s'opposera à vous. Tel sera le sentiment que vous éprouverez, bien que l'on tentera de vous faire croire le contraire. Les excuses que l'on vous donnera ne vous satisferont pas ni ne vous convaincront.

Côté pro, vous n'aurez aucun problème et vous pourriez même bénéficier d'un bonus inespéré. Ce sera sur le plan familial que la situation se compliquera, avec le risque de devoir dépenser de l'argent davantage pour les autres que pour vous-même.



♎ Balance (23 septembre - 22 octobre)

Les astres freinent vos projets, mais ce n'est que partie remise, vous ne baissez pas les bras. Vous êtes même prêt à prendre des risques, votre hiérarchie soutient vos idées, on vous épaula, vous n'avez qu'à patienter encore un peu.

Vous risquez d'aller au-devant de petits problèmes si vous tardez à régler une facture. Au lieu de gagner du temps, vous allez devoir payer des frais supplémentaires. Si vous envisagez de moderniser votre logement, il faudra emprunter. Soyez prudent.



♏ Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Les relations sont compliquées au travail. La moindre contrariété vous perturbe, vous êtes moins réceptif aux autres, votre sociabilité est mise à mal. Vous avez tendance à vous renfermer, et devenez de ce fait beaucoup moins sympathique ! Votre porte-monnaie est également perturbé aujourd'hui ! Attention aux dépenses inconsidérées, vous pourriez, dans un moment d'égarement, faire des folies, restez tout de même dans le contrôle de vos finances. Vous risquez de le regretter amèrement !



♐ Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

La mentalité de vos collègues vous déplaît. Vous avez envie de larguer les amarres. Changer de vie, partir loin est une aventure tentante. Prenez des repères, ne vous lancez pas bille en tête. Une reconversion est envisagée dans une activité commerciale !

Les finances vous aident à concrétiser vos projets. Vous n'avez pas spécialement envie de vous serrer la ceinture ! Des coups de coeur restent possibles sur des articles de décoration. Votre goût des belles choses amène des frais.



♑ Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Le trigone Lune/Mars en signe de feu relancera ou dynamisera votre activité professionnelle. Celle-ci réclamera encore beaucoup d'investissement, d'efforts et pas mal de persévérance pour atteindre votre but. Motivé, vous parviendrez à relever ce défi.

Mercury dans votre secteur II vous permettra une bonne résolution de vos préoccupations ou difficultés d'argent. Vous obtiendrez l'aide ou l'appui dont vous aurez besoin pour vous sortir la tête hors de l'eau ou pour maintenir votre équilibre financier.



♒ Verseau (20 janvier - 19 février)

On assiste à une belle remontée en ce qui concerne vos projets professionnels. Une situation se règle. Aujourd'hui, vous récoltez les fruits de vos efforts. Si vous travaillez en équipe, les idées de chacun vous permettent de progresser. Aujourd'hui, cher Verseau, votre générosité est grande, il suffit que vous rencontriez un ami pour que vous lui proposiez de l'inviter à prendre un verre ou à déjeuner avec vous. L'addition c'est pour vous ! Vos finances vous l'autorisent !



♓ Poisson (19 février - 21 mars)

Malgré votre humeur maussade et démotivée, les relations au travail ne sont pas si mauvaises. Vous parvenez, grâce à la puissance de Mars, à surpasser vos émotions négatives. Attention tout de même à ce manque de tolérance que vous avez aujourd'hui.

Vous éprouvez un manque de sécurité matérielle qui vous perturbe beaucoup. Vous remettez tout en cause, et éprouvez un grand sentiment d'insatisfaction. Le carré Lune/Saturne fait en plus remonter des choses du passé qui ne vous plaisent pas du tout.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23